VILLE DE MASNY
Arrondissement de Douai

EXTRAIT DU REGIS… DES DELIBERATIO… MUNICIPAL

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_1-DE

L'an deux mille vingt-cinq,
Le onze mars à dix-neuf heures,
Le Conseil Municipal de la Ville de MASNY, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, salle du Conseil Municipal au centre « Les Galibots », sous la Présidence de Monsieur Lionel FONTAINE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : le quatre mars deux mille vingt-cinq.

Etaient présents : M. FONTAINE Lionel, Mme JOHNSON Claudine, M. BRASSART Daniel, Mme FAVA Joëlle, M. OLSZOWSKI Jacques, Mme CARDOT Marie-Line, Mme GUESSOUM Dalila, M. MINNENS Régis, Mme DELSAUT Isabelle, M. LEDOUX Philippe, Mme BRUHIER Armelle, M. MARCINKOWSKI Michel, Mme MATULA Magali, Mme DOURNEL Anaïs, M. MATHON Maxence, Mme TROJANOWICZ Coraline, M. KNOPISCH Daniel, Mme CAUDRELIER Geneviève, Mme ROUSSEAU Dominique, M. BIEFNOT Patrick

Absents excusés ayant donné procuration :
Pouvoir de M. BITCH Mustafa à Mme JOHNSON Claudine
Pouvoir de M. MEMBOT Sébastien à Mme DELSAUT Isabelle
Pouvoir de Mme REGNIER Jenny à Mme MATULA Magali
Pouvoir de M. DELABY Bernard à Mme ROUSSEAU Dominique
Pouvoir de M. MAZZOLINI Fabrizio à M. FONTAINE Lionel
Pouvoir de Mme DELVILLE Vanessa à M. KNOPISCH Daniel

Absents excusés: /
Absents : Mme GAUTHIEZ Paulette

DÉLIBERATION N° 2025 – 11/03 – N°1

OBJET : REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME - PRÉSENTATION DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux de révision du PLU, animés par le cabinet VERDI, ont démarré en 2013 et ont comporté à ce jour des phases qui ont fait chacune l'objet d'une concertation destinée à l'ensemble des partenaires institutionnels
Etablissement d'un diagnostic territorial qui a permis d'identifier ou de confirmer les enjeux essentiels du futur Plan Local d'Urbanisme
Elaboration du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D.), tenant compte des objectifs et des enjeux issus de la phase diagnostic.
De nouveaux enjeux sont apparus nécessitant leur prise en compte au sein du projet de PLU. Dans cette logique il est nécessaire de reprendre un arrêt projet du PLU afin de relancer des consultations vis-à-vis de l'impact sur les espaces agricoles, la consommation foncière et la prise en compte de l'objectif démographique.

Le PADD, présenté à l'ensemble du Conseil Municipal par le Cabinet VERDI, a fait l'objet d'un débat et a été approuvé à l'unanimité

Le Maire, Lionel FONTAINE

Acte rendu exécutoire
Après envoi en sous-préfecture le :
Et publication ou notification le :
La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le 13/03/25
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_1-DE

Commune de Masny



Projet d'Aménagement et de Développement Durables

Plan Local d'urbanisme







VERDI

Verdi Conseil
80, rue de Marcq
BP 49 – 59 441 Wasquehal Cedex

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_1-DE

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_1-DE

LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES .....DEFINITION ET RAPPEL DU CONTEXTE TERRITORIAL

LE CONTEXTE LEGISLATIF

La Loi ALUR, entrée en vigueur le 27 mars 2014 et la Loi portant Engagement National pour l'Environnement, dite « Loi Grenelle 2 » du 12 juillet 2010, ont apporté des modifications notamment au Code de l'Urbanisme.

Ainsi, le contenu du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.) est aujourd'hui détaillé à l'article L151-5 du code de l'urbanisme :

«Le projet d'aménagement et de développement durables définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles.»

LA PHILOSOPHIE DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES :

Le développement durable c'est « répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». C'est une politique dont la stratégie vise à assurer la continuité dans le temps du développement économique et social, dans le respect de l'environnement et sans compromettre les ressources naturelles indispensables à l'activité humaine.
Il convient donc de prendre en considération simultanément lors de la réflexion et de la prise de décisions les trois champs de base du développement durable, à savoir les données sociales, les données économiques et les données environnementales. Afin que ce projet soit pratiqué et partagé par le plus grand nombre d'habitants, la concertation sera un levier incontournable à sa réalisation.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables déclinera une stratégie qui veillera à rationaliser le développement urbain afin de limiter l'étalement source de nombreux dysfonctionnements (augmentation des déplacements, des pollutions, disparition de la ressource foncière...), à promouvoir un développement économique cohérent, à protéger les espaces et les ressources naturelles, à renforcer les dispositifs de circulation durable (transports collectifs, mode doux...). Il incitera au travers du règlement à l'utilisation et l'exploitation des énergies renouvelables. Il veillera à une gestion également économe du foncier, au regard des dispositions prises par la Loi Climat et Résilience. Enfin, il intégrera les dispositions émises au sein des divers documents de planification (SCoT et PCAET du Grand Douaisis, PLH de la CCCO, SDAGE Artois-Picardie, SAGE Scarpe Aval ....

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_1-DE

Les ambitions du projet visent à faire de Masny une ville attractive et préservant les qualités de son cadre de vie. L'organisation de cette stratégie se décline en 3 axes d'actions stratégiques :

- Accompagner le développement urbain,
- Préserver et valoriser la diversité des paysages,
- Soutenir et définir le développement économique.

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_1-DE

RAPPEL DES ENJEUX IDENTIFIES AU DIAGNOSTIC

Le diagnostic doit permettre, via l'analyse des forces et faiblesses du territoire, de déterminer les orientations générales que l'on souhaite afficher dans le projet de territoire.

Ces orientations doivent être déterminées au regard des grands enjeux identifiés sur la commune, selon plusieurs thématiques :

Population : caractéristiques et évolution

- On observe une diminution de la population depuis 1990 et un solde migratoire négatif non compensé par le solde naturel.
- La commune voit sa population vieillir (indice de jeunesse en baisse), elle devra répondre aux besoins de ses habitants en termes de logements, équipements, commerces, services...etc.
- La commune devra répondre au phénomène de décohabitation, présent sur l'ensemble du territoire national, en augmentant et en diversifiant l'offre de logements.
- **L'objectif communal visera d'assurer le maintien de la population résidente d'ici 2040.**

Logements : caractéristiques et évolution du parc

- Afin de permettre une bonne rotation de la population au sein du parc, la disponibilité des logements vacants à travers le parc vacant devra être développée.
- La priorité sera portée à la densification du tissu bâti existant pour les futurs logements programmés.
- Le parc devra continuer de se diversifier en proposant des logements en accession et en location.

Tissu économique

- La pérennité des différents secteurs d'activité devra être assurée en :
    - Préservant l'activité agricole, omniprésente sur le territoire et façonnant les paysages.
    - Maintenant et permettant un développement encadré de l'activité commerciale, en fonction des besoins de la population, notamment le long de la RD 645.
    - Permettant la requalification du secteur de l'ancienne usine « Biscuiterie Anichoise »

- A travers le projet de PLU, l'objectif est de conforter l'axe commerçant qu'est la rue Fauqueux, notamment par une offre de proximité, mais aussi de développer la polarité commerciale le long de la RD 645 par une offre complémentaire

Equipements

- Le projet de PLU doit permettre le développement d'équipements adaptés aux besoins actuels et futurs

Patrimoine architectural

- Les sites miniers identifiés par l'Unesco dans le cadre de la classification du Bassin minier seront à prendre en compte et à valoriser.
- Le patrimoine local non encore identifié devra être mis en valeur dans le cadre du PLU.

Déplacements et mobilité

- Dans la mesure du possible, il s'agira de limiter les déplacements automobiles individuels :

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_1-DE

- En limitant l'étalement urbain,
- En développant un véritable réseau d'itinéraires doux, et notamment celui de l'ancien cavalier (piéton, cycliste) réellement attractif à l'échelle du territoire communal (afin de favoriser les déplacements doux pour les courts trajets),
- En communiquant et en développant l'offre de transports collectifs, autour de la ligne de Transport en Commun en Site Propre (TCSP), le long de la RD645.

Ressource en eau : eaux de surface et risques naturels

- La commune est peu concernée par le risque d'inondation. Cependant, les cours d'eaux étant en limite Nord-Est du territoire communal, le développement urbain doit tenir compte des contraintes liées aux zones à dominante humide et aux espaces à enjeux cartographiés par le SCoT.
- Les ruissellements superficiels devront être maîtrisés, d'une part en favorisant leur rétention dès l'amont pour limiter les débordements en aval, et d'autre part en limitant l'imperméabilisation des sols, et en favorisant la récupération à la parcelle des eaux de pluie.
- Les risques liés aux inondations par remontée de nappe phréatique devront être pris en compte dans l'élaboration du zonage réglementaire.
- Enfin, les acteurs gestionnaires des réseaux de surface devront être coordonnés afin d'assurer une bonne gestion de la ressource en eau.

Ressource en eau : eaux souterraines

- Dans la mesure du possible, il faudra préserver les nappes d'eau superficielles des pollutions de surface, chroniques ou accidentelles, en limitant les aménagements dans les secteurs les plus sensibles.
- La consommation en eau potable devra être maîtrisée afin d'éviter de gaspiller la ressource.

Gestion de l'énergie et bio-climatisme

- Le recours aux énergies renouvelables devra systématiquement être intégré en amont des projets,
- De même, les données climatiques devront être intégrées dans tous les projets urbains (plan masse global, architecture, espaces extérieurs, implantation des déplacements doux...etc.).
- Les consommations d'énergie liées aux déplacements motorisés individuels devront être limitées (lien avec la problématique précédente : « déplacements et mobilité ». Favoriser et faciliter l'usage des modes actifs, limiter la longueur des déplacements quotidiens).
- Enfin, les citoyens devront être informés et sensibilisés sur les économies d'énergie et les énergies propres.

Biodiversité

- Les milieux offrant une certaine qualité et une diversité faunistique et floristique devront être préservés de tout aménagement, excepté ceux liés à leur entretien et leur mise en valeur.
- La commune doit anticiper la mise en place de la Trame Verte et Bleue, en préservant les continuités écologiques, notamment à proximité de la Vallée de la Scarpe, et sur le tracé de l'ancien cavalier.
- Enfin, la définition des espaces verts de la commune (à créer et/ou à conforter) devra s'accompagner d'une vision « écologique », en ce sens qu'on favorisera l'implantation d'essences régionales, une gestion éco-responsable (fauche tardive, gestion des intrants, des déchets verts : compostage...etc.) et une sensibilisation des citoyens vis-à-vis des problématiques environnementales.

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_1-DE

Patrimoine paysager

- L'étalement linéaire et le mitage du territoire communal sont à proscrire.
- Les entrées de ville feront l'objet d'un traitement particulier (intégration paysagère).
- Une attention particulière sera portée au traitement des espaces publics de la cité du Blanc Cul et du Champ Fleuri en lien avec la réaffirmation de leurs centralités (aménagements paysagers de qualité).
- Enfin, les habitants devront être sensibilisés sur la valeur patrimoniale et paysagère de leur commune.

Pollutions, risques et nuisances

- Concernant la qualité des eaux de surface, le PLU devra dans la mesure du possible appliquer les dispositions et objectifs indiqués dans le SDAGE Artois-Picardie.
- Concernant le risque technologique, le PLU devra prendre en considération le risque lié à l'ancienne Installation Classée au titre de la Protection de l'Environnement, site de la « Biscuiterie Anichoise »

A l'échelle de Masny, la définition du PADD résulte de la conjugaison entre les enjeux évoqués précédemment et les principes du développement durable. Cette combinaison se traduit en plusieurs axes, définis pour encadrer le développement de la commune d'ici 2040.

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_1-DE

UNE VILLE DYNAMIQUE A RENFORCER AU CONTACT D'UN ENVIRONNEMENT A VALORISER

1. ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT URBAIN

Des centralités à renforcer et à relier entre elles

A Masny, deux centralités se dégagent. La première, celle du centre-bourg, regroupe la mairie et des petits commerces attenants et la seconde constitue une linéarité autour de la RD645 où les activités et les commerces de plus grande taille cohabitent.

Le projet urbain de la commune prévoit de conforter ces centralités qui se complètent et participent à l'attractivité du territoire, tout en favorisant les liens entre elles pour renforcer leur proximité.

Les opportunités de développement favorisant les connexions entre ces deux espaces se traduisent à travers différentes actions concernant tout d'abord le bâti existant : lutte contre la vacance, valorisation des espaces publics, de la trame bâtie et valorisation des axes commerciaux.
Ce travail de requalification est déjà accompli sur le centre-bourg de Masny.

Les liants entre ces entités seront aussi conduits par une amélioration des liaisons entre le centre-bourg et notamment la RD645 et le réseau d'équipements communaux.

La centralité autour de la RD 645 se voit confortée par l'accessibilité offerte par la ligne de TCSP et de son rôle premier dans le développement de nouveaux secteurs d'urbanisation.

Le rabattement vers la gare de Montigny-en-Ostrevent constitue également la promotion d'un autre mode de transport collectif que la commune compte valoriser.

Un développement urbain cohérent

L'arrivée du TCSP a permis de conforter les polarités existantes le long de la RD645. La municipalité désire maîtriser cet essor pour limiter la consommation foncière.

Dans ce sens, la recherche d'une gestion économe du foncier en lien avec les orientations du SCOT du Grand Douaisis sera recherchée avec des seuils de densités moyens minimaux de 25 logements/ha hors espaces publics et voiries, soit 19 logements par hectare en comprenant ces espaces et voiries.

Face aux enjeux en termes d'attractivité la municipalité désire assurer un développement adapté aux enjeux à la fois urbains et naturels. La municipalité désire permettre **un maintien de la population à l'horizon 2040.** Les caractéristiques de la population évoluent : décohabitation, vieillissement, et entraînent des répercussions sur la demande de logements à la fois **d'un point de vue quantitatif (un peu moins de 80 nouveaux logements sont nécessaires pour permettre le maintien) mais également qualitatif (typologies, modes d'accession, mixité sociale). Il est à noter que le territoire présente un certain nombre de projets actés qui permettront de répondre au besoin en logements et qui alimentera le maintien.**

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_1-DE

Cette programmation en logements permettra d'anticiper l'application relative à la solidarité et au renouvellement urbain dite « loi SRU ».

Les interventions sur la trame bâtie **par le biais des opportunités de densification et du renouvellement urbain permettront de répondre en partie aux besoins de la commune.** Il s'agit en premier lieu des dents creuses qui représentent un potentiel d'une trentaine de logements.

A l'échelle du projet de territoire, l'ensemble de ces gisements fonciers entraînera **la consommation d'un peu moins de 3 hectares d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF).** Cette consommation d'ENAF a pour objectif d'être en partie compensée par le p**rojet de renaturation du site de la Fabrique.**

Au regard des ambitions de la Loi Climat et Résilience et de la consommation foncière observée ces dix dernières années (env. 3 ha entre 2011 et 2021), le projet de territoire porté par le document d'urbanisme s'inscrit dans un objectif de réduction de la consommation foncière conforme aux documents supra-communaux.

Le développement de la commune passe également par les communications numériques. Masny veillera à intégrer les projets de développement des infrastructures d'accès au haut et très haut débit aux bénéfices des habitants et des activités.

La préservation des cités minières

Les cités minières marquent fortement le territoire, le long de la RD645, visuellement et architecturalement. Sur ces secteurs classés au patrimoine mondial de l'Unesco, le développement et la requalification des bâtis mais aussi des espaces publics seront surveillés, et notamment sur le site de l'école Carême.

La cité du Champ Fleuri et du Blanc-Cul seront confortées dans leurs composantes.

Cet enjeu retranscrit à l'échelle de la commune, la nécessité de maîtriser de manière plus large les consommations énergétiques. Cela consiste à faciliter l'intégration de dispositifs d'énergies renouvelables sur le bâti et à rester attentif, si l'occasion se présente, à un développement des réseaux énergétiques à moindre coût (réseaux de chaleur par exemple).

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_1-DE

2. PRESERVER ET VALORISER LA DIVERSITE DES PAYSAGES

Des éléments naturels à préserver et un plateau agricole à protéger

Les « paysages » de la commune sont aujourd'hui des atouts essentiels de la commune, la protection de ces éléments doit être traitée de manière attentive.

Au Nord de la commune, la Vallée de la Scarpe constitue une continuité écologique de qualité qu'il convient de conforter et de confirmer par la prise en compte, dans le projet de territoire, des continuités boisées, du maillage bocager et des éléments hydrauliques.

Avec plusieurs courants réguliers (Courant de Lewarde, Masny et des Arrentis) et intermittents comme l'Epinette, la protection du réseau et de la ressource en eau potable sont essentielles.
Les périmètres de protection et les enjeux de valorisation des éléments hydrauliques seront intégrés dans la réflexion du développement urbain.

L'identification et la protection de ces éléments (espaces naturels sensibles, les ZNIEFF de type 1 et 2, espaces à enjeux du SCoT...) permettront le développement des liens écologiques traduisant les orientations de la trame verte et bleue.

L'agriculture doit être préservée sur le territoire, en protégeant les terres et les bâtiments d'exploitation, et en facilitant la diversification de l'activité agricole. Elle tiendra compte des enjeux patrimoniaux et paysagers ciblés dans le SCoT et plus particulièrement sur la présence du parvis agricole au sud-ouest du territoire communal.

La gestion intégrée des eaux pluviales, quand cela est techniquement possible et qu'elle ne remet pas en cause la vulnérabilité de la nappe, doit être favorisée.

La commune fait donc état d'une mosaïque d'éléments naturels et paysagers de qualité. Afin de préserver et de valoriser ces espaces naturels, la commune et les différents acteurs associés souhaitent amplifier les politiques de renaturation sur le territoire avec la renaturation du site de la Fabrique. Cette renaturation confortera la rupture d'urbanisation et les ouvertures vers le grand paysage.

Dans l'optique de renforcer la qualité écologique de la commune, cette dernière prévoit la création d'un étang de pêche à la demande des habitants.

Il conviendra d'encourager la haute qualité environnementale (utilisation d'énergies renouvelables, facilitation d'intégration des dispositifs d'énergies renouvelables, développement des réseaux énergétiques, etc.). Ces dispositifs seront encouragés comme le projet de centrale solaire sur les arrières de la salle Jacques Brel.

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_1-DE

Articuler les séquences paysagères

Cette trame Nord doit être mise en lien avec la partie Sud de la commune, le Plateau de l'Ostrevent par la mise en valeur du maillage bocager et la valorisation de cheminements doux. Les possibilités de transition qu'offrent les accès piétonniers et les chemins agricoles permettent également un accès aux équipements et aux services.
L'exemple le plus parlant étant le chemin de l'ancien cavalier qui traverse la commune d'Est en Ouest.

La municipalité désire préserver et valoriser ces liens afin de constituer un maillage de voies douces propices à la découverte du territoire.

Les 7 entrées de ville feront l'objet d'une attention particulière. Le traitement de l'interface ville/campagne sera recherché de manière à minimiser l'impact visuel des voies et des effets de rupture habitat/espaces naturels et/ou agricoles et d'éviter la présence de panneaux publicitaires coupant les ouvertures paysagères.

La gestion des entrées de ville par la RD645 sera à soigner prioritairement avec :

- l'entrée de ville Ouest doit être valorisée et protégée par le maintien de la coupure d'urbanisation entre Lewarde et Masny.
- l'entrée de ville Est commune avec Ecaillon doit offrir un traitement de l'espace public favorisant une sécurisation des déplacements. La requalification de la RD 645 occasionnée par le TCSP et le renouvellement progressif des activités nord et sud du pôle commercial par la résorption de friches participe à l'amélioration de l'image de l'entrée Est.

Des risques à intégrer au projet de territoire

Au regard des éléments naturels identifiés, des contraintes d'urbanisation liées à la présence de zones humides et de remontées de nappe phréatiques s'appliquent.

Une urbanisation non contrôlée des terres génère des ruissellements pouvant se transformer en coulées de boues si une gestion de l'eau pluviale n'est pas correctement réalisée.

Par ailleurs, il convient de tenir compte des aléas (mouvement de terrain et émission gaz de mine), liés à la présence de l'ancien puits de mine, à proximité de la cité Vuillemin.

Dans le cadre du PLU, la commune veillera à intégrer dans ses projets la présence de ces risques et d'avertir les aménageurs sur leur présence.

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_1-DE

UNE VILLE DYNAMIQUE A RENFORCER AU CONTACT D'UN ENVIRONNEMENT A VALORISER

3. SOUTENIR ET DEFINIR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Conforter le développement commercial autour des polarités

Masny possède une offre commerciale avec de nombreux petits commerces en centre-bourg mais également des enseignes commerciales de plus grande taille le long de la RD645.

La municipalité désire pérenniser ses commerces sur les deux centralités tout en permettant le développement d'une offre complémentaire. Cette dernière sera encadrée selon les prescriptions de SCoT en la matière.

Optimiser le développement foncier économique aux abords de la RD 645

Les activités marquent fortement la partie Sud de Masny, le long de la RD645. Une partie de ces sites constitue des réserves foncières qu'il faut intégrer dans le cadre de reconversion.

Le PLU veillera à identifier ces espaces et à définir les conditions de leur développement.

Des sites d'activités sont à redynamiser sur les secteurs nord et sud de la RD 645. Le potentiel foncier en renouvellement sera étudié dans le cadre d'un projet d'ensemble en accompagnement de la renaturation d'une partie du site.

Ce potentiel de développement économique tirera profit de bonnes conditions d'accessibilité et d'une volonté supra-communale de développer le secteur. Pour rappel, le SCoT du Grand Douaisis définit le centre commercial Intermarché Masny comme secteur d'implantation périphérique majeur du territoire.

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_1-DE

ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT URBAIN

DES CENTRALITES A RENFORCER ET A METTRE EN LIEN

- Centralités du territoire a mettre en lien
- Développement de liaisons interquartiers afin de renforcer les liens entre les entités bâties
- Valoriser et protéger les éléments de la trame bâtie
- Une offre de transport collectif adaptée à promouvoir
- Appuyer les liaisons vers la gare de Montigny-en-Ostrevent

DEFINIR UN DEVELOPPEMENT MAITRISE

- Forme urbaine linéaire à contenir et densification de la trame urbaine
- Zone à urbaniser à vocation dominante d'habitat
- Veiller au bouclage des circulations dans le cadre du développement des nouvelles zones d'urbanisation

LA PRESERVATION DES CITES MINIERES

- Préservation des cités minières labellisées au patrimoine mondial de l'UNESCO

SOUTENIR ET DEFINIR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

CONFORTER LE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL AUTOUR DES POLARITES

- Encadrer l'offre commerciale au sein des polarités et du tissu urbain à vocation dominate d'habitat (petits commerces, artisanat...)

OPTIMISER LE DEVELOPPEMENT FONCIER ECONOMIQUE AUX ABORDS DE LA RD 645

- Intégrer la présence des sites existants

PRESERVER ET VALORISER LA DIVERSITE DES PAYSAGES

DES ELEMENTS NATURELS A PRESERVER ET UN PLATEAU AGRICOLE A PROTEGER

- Développer et valoriser la trame verte et bleue en lien avec la Vallée de la Scarpe
- Protéger les entités boisés
- Prairie - espace bocager à conserver
- Promouvoir le développement d'espaces verts de proximité
- Mettre en valeur la présence d'un réseau hydrographique de qualité
- Assurer la ressource en eau potable
- Espace agricole à préserver
- Transition paysagère à mettre en valeur
- Préserver la sensibilité de la nappe
- Renaturer le site de la Fabrique dans une logique de continuité des trames écologiques du territoire
- Favoriser les dispositifs d'énergie renouvelable

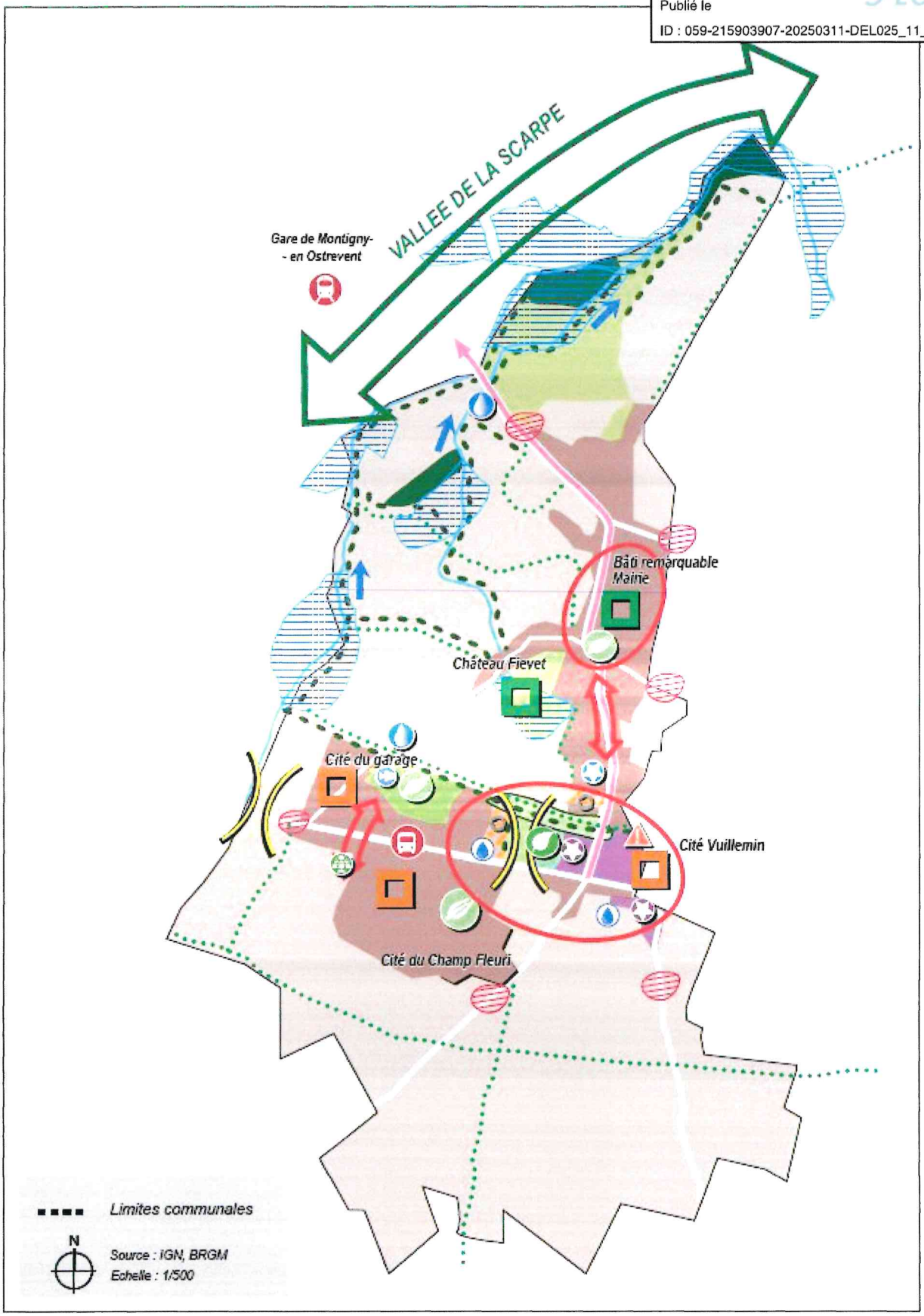
ARTICULER LES SEQUENCES PAYSAGERES

- Favoriser et développer la présence de haies
- Conforter les cheminements existants
- Soigner les entrées de villes
- Coupure d'urbanisation à protéger

DES RISQUES A INTEGRER AU PROJET DE TERRITOIRE

- Présence de zones humides (espaces à enjeu du SCoT)
- Axe fort de ruissellement
- Aléas liés à l'ancien puits de mine

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_1-DE



VILLE DE MASNY
Arrondissement de Douai

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

**EXTRAIT DU REGIS[illegible]
DES DELIBERATIO[illegible]
MUNICIPAL**

L'an deux mille vingt-cinq,
Le onze mars à dix-neuf heures,
Le Conseil Municipal de la Ville de MASNY, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, salle du Conseil Municipal au centre « Les Galibots », sous la Présidence de Monsieur Lionel FONTAINE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : le quatre mars deux mille vingt-cinq.

Etaient présents : M. FONTAINE Lionel, Mme JOHNSON Claudine, M. BRASSART Daniel, Mme FAVA Joëlle, M. OLSZOWSKI Jacques, Mme CARDOT Marie-Line, Mme GUESSOUM Dalila, M. MINNENS Régis, Mme DELSAUT Isabelle, M. LEDOUX Philippe, Mme BRUHIER Armelle, M. MARCINKOWSKI Michel, Mme MATULA Magali, Mme DOURNEL Anaïs, M. MATHON Maxence, Mme TROJANOWICZ Coraline, M. KNOPISCH Daniel, Mme CAUDRELIER Geneviève, Mme ROUSSEAU Dominique, M. BIEFNOT Patrick

Absents excusés ayant donné procuration :
Pouvoir de M. BITCH Mustafa à Mme JOHNSON Claudine
Pouvoir de M. MEMBOT Sébastien à Mme DELSAUT Isabelle
Pouvoir de Mme REGNIER Jenny à Mme MATULA Magali
Pouvoir de M. DELABY Bernard à Mme ROUSSEAU Dominique
Pouvoir de M. MAZZOLINI Fabrizio à M. FONTAINE Lionel
Pouvoir de Mme DELVILLE Vanessa à M. KNOPISCH Daniel

Absents excusés: /
Absents : Mme GAUTHIEZ Paulette

DÉLIBERATION N° 2025 – 11/03 – N°2

OBJET : RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2025 - DÉBAT

L'article 107 de la loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a modifié les articles L 2312-1, L 3312-1, L 5211-36 relatifs au débat d'orientation budgétaire, en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat.
Aussi, pour les communes de plus de 3 500 habitants et leurs établissements publics, les métropoles et les départements, les nouvelles dispositions imposent à l'exécutif local de présenter à son organe délibérant un rapport sur :

- Les orientations budgétaires ;
- Les engagements pluriannuels ;
- La structure et la gestion de la dette.

Enfin, l'article 13 de la loi du 22 janvier 2018 de Programmation des Finances Publiques pour 2018-2022 (LPFP) contient de nouvelles règles concernant le débat d'Orientation Budgétaire (DOB). Ainsi, lors du rapport d'orientation budgétaire (ROB), les communes de plus de 3 500 habitants et leurs établissements publics, les métropoles, les départements, doivent présenter leurs objectifs concernant

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

R.O.B 2025

Rapport d'Orientations Budgétaires



11 MARS 2025

VILLE DE MASNY
Arrondissement de Douai

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

Préambule

Le code général des collectivités territoriales prévoit, pour les communes de 3 500 habitants et plus, la tenue d'un débat sur les orientations budgétaires au sein du Conseil Municipal dans un délai de deux mois précédant le vote du budget primitif.

Le rapport d'orientations budgétaires permet à l'ensemble des membres du Conseil Municipal de disposer d'informations complètes sur le contexte général national et local de préparation du processus budgétaire.

En outre, il présente les projets d'investissement et les volumes financiers qu'ils représentent. Quant aux actions relevant de la section de fonctionnement, il retrace les évolutions des principales masses budgétaires, telles qu'elles résultent des orientations politiques fixées par la majorité municipale, mais également des contraintes extérieures qui s'imposent à la collectivité.

La loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a enrichi le DOB en prévoyant que le débat porte également « sur les engagements pluriannuels envisagés et sur l'évolution des caractéristiques de l'endettement de la commune ».

Puis la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015 a apporté d'autres compléments visant à l'amélioration de la transparence financière, tels que :

. La transmission du DOB des EPCI aux communes membres et de celui des communes au président de l'EPCI dont la commune est membre.
. La présentation par l'exécutif de la collectivité à son assemblée délibérante avant l'examen du budget d'un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.
. Pour les communes de plus de 10 000 habitants et les EPCI de plus de 10 000 habitants comprenant au moins une commune de 3 500 habitants, les départements, les régions et les métropoles, le rapport de présentation du DOB comporte en plus une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Il précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.
. La mise en ligne du rapport lorsqu'un site internet de la collectivité existe.

Enfin, ces obligations d'information ont été renforcées par l'article 13 de la loi de programmation des finances publiques du 22 janvier 2018 qui prévoit que ce rapport doit aussi présenter les objectifs de la collectivité concernant l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et l'évolution du besoin de financement annuel.

Ce rapport sert de base au débat de l'assemblée municipale et il en est pris acte par une délibération spécifique.

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

I. Le contexte économique national :

La situation macro-économique de la France fin 2024 et début 2025 est marquée par une conjoncture plutôt contrastée, mais globalement stabilisée à l'échelle de la zone euro.
Selon les prévisions de l'OCDE, la croissance économique devrait connaître une légère progression à 1,2% en 2025.
En revanche, le Gouvernement table sur une hypothèse de croissance constante de 1,1%, dans le cadre de la loi de finances pour 2025. Cette estimation semble raisonnable dans un contexte mondial incertain, notamment à cause des multiples chocs économiques récents qui ont affecté la stabilité économique.
L'inflation, qui a atteint des niveaux historiques en 2022 et 2023 (respectivement 5,9% et 5,7%), amorce un net ralentissement. Elle se stabilise à 2% en 2024 et devrait diminuer davantage à 1,5% en 2025. En effet, l'acquis d'inflation cumulée depuis 2020 témoigne des fortes pressions inflationnistes subies par le pays. Les efforts gouvernementaux sont donc centrés sur le retour à une gestion budgétaire plus équilibrée, avec un objectif de réduction du déficit public. Ce dernier est toujours important, malgré la stabilisation des indicateurs économiques, et le Gouvernement cherche à ramener le déficit sous la barre des 3% du PIB d'ici 2027.
Le taux de chômage continue sa tendance à la baisse, passant de 8% au troisième trimestre 2021 à 7,3% au deuxième trimestre 2024, mais cette diminution semble marquer le pas. Les récentes annonces de plans sociaux dans des secteurs industriels et commerciaux font craindre une fragilisation du marché de l'emploi, bien que les prévisions restent globalement positives à court terme.

II. Le contexte économique local :

Le contexte économique des collectivités locales en 2024 et pour 2025 présente une situation complexe, en particulier pour les régions comme les Hauts-de-France, où les milieux économiques font état de perspectives mitigées.
D'après la Banque de France, l'activité économique régionale est soutenue par la croissance des services marchands, en partie grâce aux retombées des Jeux Olympiques. Toutefois, l'industrie régionale connaît des difficultés, avec une baisse généralisée de la production, en particulier dans la fabrication de matériels de transport. En revanche, les secteurs agroalimentaire, électrique, textile et chimique montrent des résultats positifs.
L'emploi salarié dans la région reste stable, avec une légère baisse de 0,1% en juin 2024 par rapport au trimestre précédent. Les secteurs comme la santé et l'industrie affichent des hausses d'effectifs, tandis que des reculs sont notés dans le commerce et la construction. Le taux de chômage dans les Hauts-de-France demeure élevé à 9% au deuxième trimestre 2024, le plus important parmi les régions françaises, ce qui souligne les difficultés économiques persistantes.

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

Le rapport sur les prévisions économiques régionales, publié en août 2024, indique une faible dynamique dans la construction, avec des carnets de commandes sous les attentes dans le gros œuvre, et un marché de l'emploi toujours marqué par des difficultés de recrutement. Les entreprises continuent de faire face à un environnement incertain, ce qui incite à la prudence dans les prévisions d'investissements à venir.

Le budget 2025 pour les collectivités locales :

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2025, récemment adopté, intègre plusieurs mesures importantes, tant pour l'équilibre des finances publiques que pour soutenir les collectivités locales. L'effort budgétaire imposé aux collectivités a été un point de friction dans les débats. Initialement fixé à 5 milliards d'euros, cet effort a été réduit à 2,2 milliards, dont un milliard mis en réserve et restitué ultérieurement. Ce compromis a été salué comme un ajustement raisonnable pour préserver les capacités d'investissement des collectivités locales, essentielles au développement des infrastructures et services publics.

Le PLF 2025 contient plusieurs mesures en faveur des collectivités locales, comme :

- La suppression de la révision du FCTVA (Fonds de Compensation de la TVA), qui aurait entravé les investissements locaux.
- La création du mécanisme alternatif de lissage conjoncturel (nommé "Dilico") pour garantir un retour des fonds gelés.
- L'introduction de nouveaux leviers fiscaux pour les collectivités, tels que l'augmentation possible du taux des DMTO (Droits de Mutation à Titre Onéreux) pour les départements, ainsi que des mesures supplémentaires pour les régions et territoires ruraux.
- Des mesures spécifiques pour les infrastructures locales, notamment en soutien aux communes en difficulté et aux territoires ruraux.

Ces ajustements témoignent de la volonté de l'Etat de soutenir les collectivités locales tout en maintenant une certaine discipline budgétaire. Les efforts pour renforcer le financement des projets de transition écologique et de transports publics devraient permettre aux collectivités de répondre aux enjeux locaux dans un contexte économique difficile.

Le projet de loi de finances pour 2025 et les mesures qui en découlent traduisent un équilibre délicat entre la nécessité de réduire le déficit public et la préservation de la capacité d'investissement des collectivités locales. La situation économique reste incertaine, tant au niveau national qu'international, avec des tensions inflationnistes, un chômage qui tarde à se stabiliser, et une pression sur les investissements locaux. Néanmoins, des avancées significatives ont été obtenues pour soutenir les collectivités dans leur rôle clé pour le développement local.

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

III - La situation budgétaire de la collectivité

1. Présentation des comptes 2024 : Fonctionnement

FONCTIONNEMENT	
Les dépenses de fonctionnement sont stables par rapport à 2023 : soit Montant total 2023 : 3 578 453.22 €, Montant total 2024 : 3 587 802.35 € soit une progression de + 0.3 %	
Les recettes de fonctionnement stagnent par rapport à 2023 : Montant total des recettes 2023 : 3 825 488.13 € - Montant total des recettes 2024 : 3 817 766.38 € avec une légère diminution de 7 721.95 € soit – 0.2%	
Produits des services (compte 70)	+ 12 594.83 € (+ 11.36 %)
Impôts et taxes (compte 73)	+ 58 203.60 € (+ 3.16 %)
Dotations et participations (compte 74)	+ 4 595.75 € (+ 0.28 %)
Produits de gestion courante (compte 75) ➢ *Dont remboursement sinistre* ➢ *Dont revenus immeuble et divers*	-78 190.44 € (- 115.08 %) - 86 459 € + 8 268.56
Le résultat de fonctionnement de l'exercice 2024 : L'excédent de fonctionnement s'élève à 229 964.03 € (en hausse sur 2023 de + 21 124.68 €) **Avec le résultat reporté de 2023 (233 227.82 €), le résultat global de fonctionnement s'établit à 463 191.85 €**	

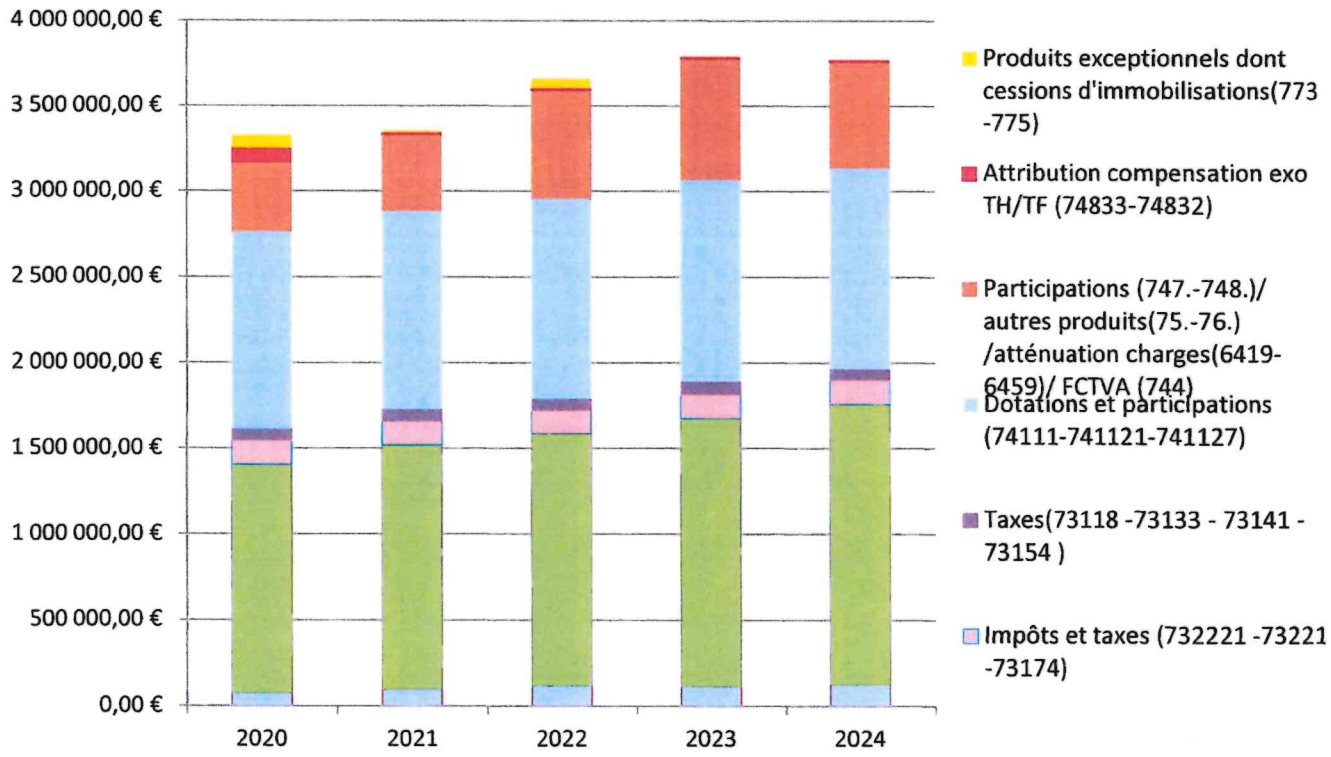
Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

EVOLUTION DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT DE 2020 A 2024

COMPTE ET LIBELLE	2020	2021	2022	2023	2024
Produits des services(70...)	71 790,83 €	95 645,26 €	114 262,96 €	110 876,67 €	123 471,50
Produits des taxes directes TH/TF (73111 + 7318) A compter de 2021 TF uniquement au (73111 +7318)	1 331 165€	1 422 666,00 €	1 469 893,00 €	1 563 598,00 €	1 632 946,00
Impôts et taxes (732221 -73221 -73174)	138 853,00 €	135 765,00 €	133 999,00 €	136 818,30 €	141 579,21
Taxes(73118 -73133 - 73141 -73154)	70 989,28 €	74 934,28 €	72 004,76 €	81 842,90 €	65 937,59
Dotations et participations (74111-741121-741127)	1 148 894,00 €	1 152 011,00 €	1 161 457,00 €	1 170 414,00 €	1 168 624,00
Participations (747.-748.)/ autres produits(75.-76.) /atténuation charges(6419-6459)/ FCTVA (744)	403 741,32 €	447 897,62 €	636 785,10 €	710 909,15 €	621 985,85
Attribution compensation exo TH/TF (74833-74832)	86 452,00 €	13 148,00 €	15 879,00 €	14 429,00 €	15 247,00
Produits exceptionnels dont cessions d'immobilisations(773 -775)	73 972,48 €	8 943,11 €	53 198,66 €	1 000,00 €	828,00
TOTAL RECETTES REELLES	**3 325 857,91 €**	**3 351 010,27 €**	**3 657 479,48 €**	**3 789 888,02 €**	**3 770 619,15**

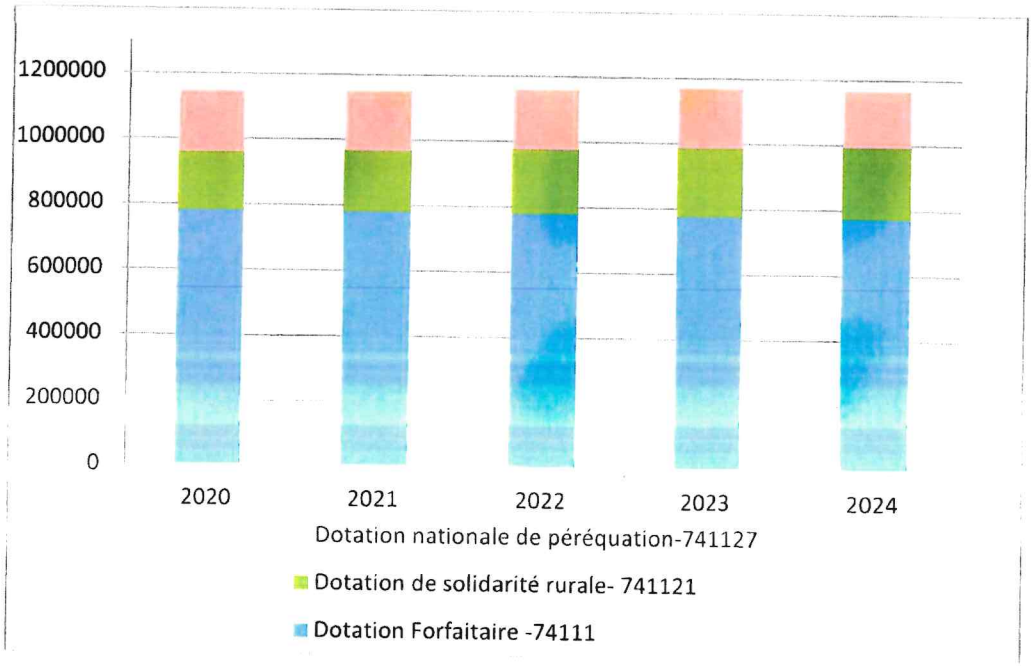
EVOLUTION DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT DE 2020 A 2024

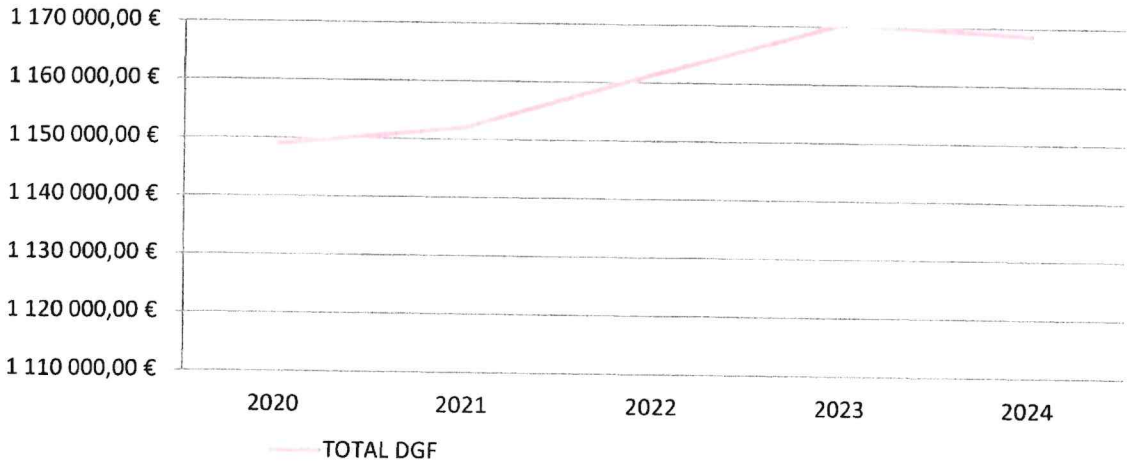


Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

EVOLUTION DE LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT ENTRE 2020 ET 2024

Dotation Globale de Fonctionnement comprenant :	2020	2021	2022	2023	2024
Dotation Forfaitaire -74111	781 243 €	779 497 €	778 101 €	775 311 €	771 915 €
Dotation de solidarité rurale-741121	176 339 €	186 250 €	197 522 €	209 288 €	220 255 €
Dotation nationale de péréquation-741127	191 312 €	186 264 €	185 834 €	185 815 €	176 454 €
TOTAL DGF	1 148 894 €	1 152 011 €	1 161 457 €	1 170 414 €	1 168 624 €



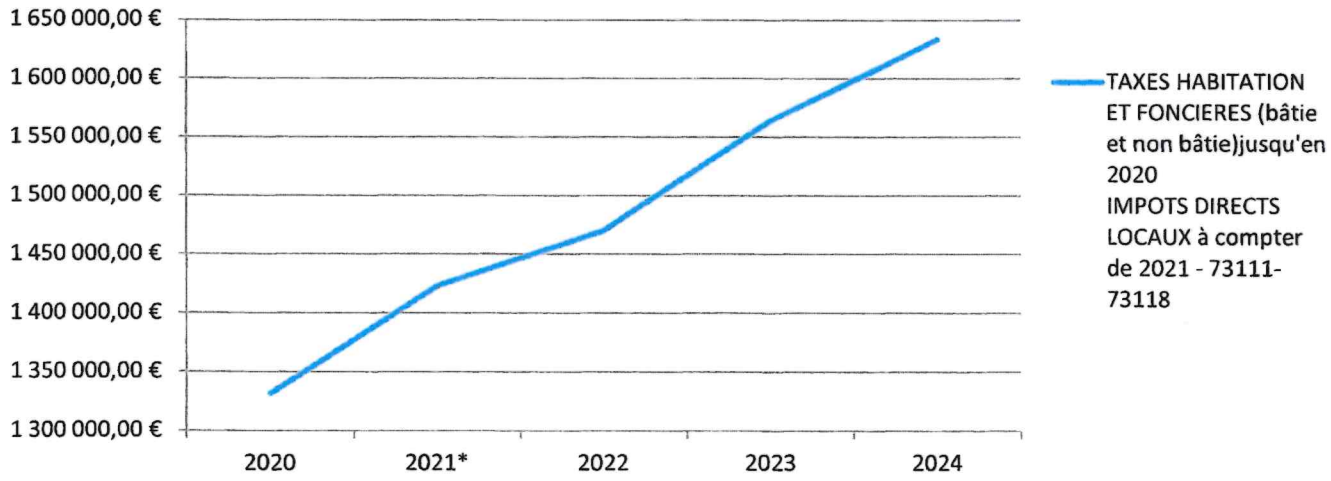


Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

EVOLUTION DES PRODUITS DES TAXES DIRECTES ENTRE 2020 ET 2024

	2020	2021*	2022	2023	2024
TAXES HABITATION ET FONCIERES (bâtie et non bâtie)jusqu'en 2020 **IMPOTS DIRECTS LOCAUX** à compter de 2021 - **73111-73118**	**1 331 165 €**	**1 422 666 €**	**1 469 893 €**	**1 563 598 €**	**1 633 352 €**

TAXES HABITATION ET FONCIERES (bâtie et non bâtie)jusqu'en 2020 IMPOTS DIRECTS LOCAUX à compter de 2021



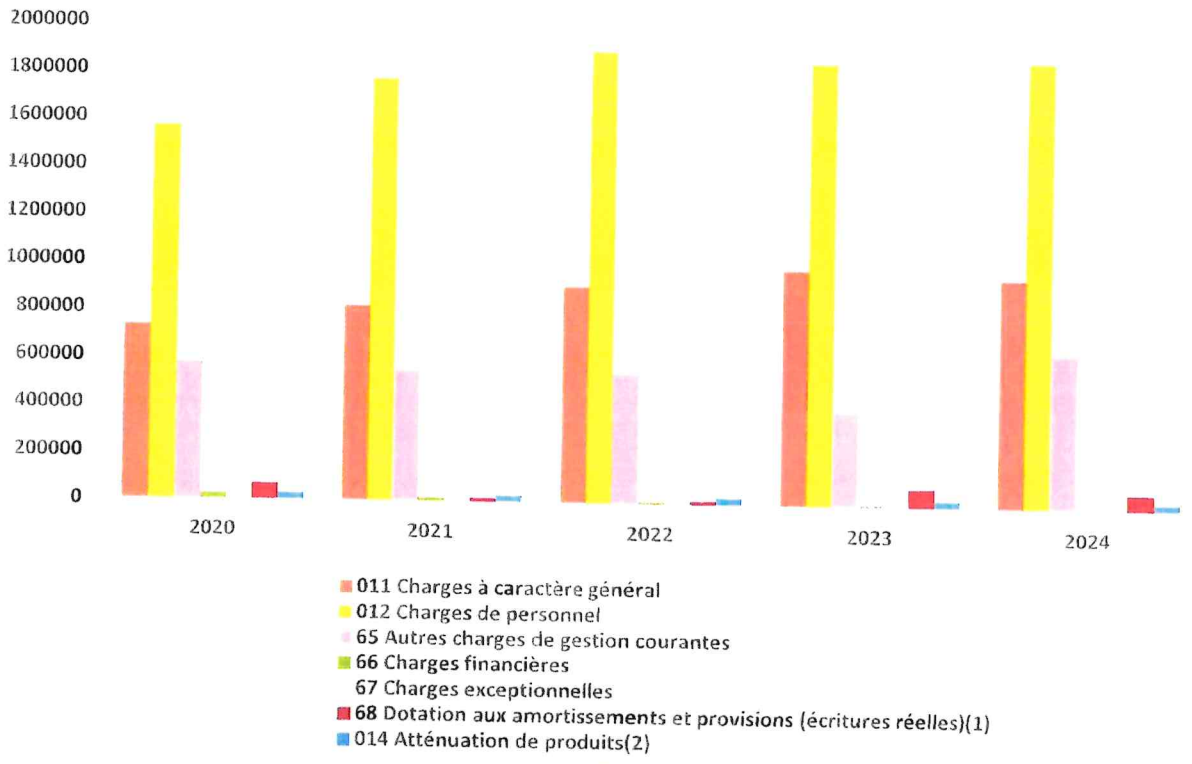
Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

EVOLUTION DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT DE 2020 A 2024

CHAPITRE ET LIBELLE	2020	2021	2022	2023	2024
011 Charges à caractère général	733 399,83 €	818 982,91 €	908 190,83 €	987 464,76 €	959 392,12 €
012 Charges de personnel	1 567 561,95 €	1 771 848,46 €	1 897 971,74 €	1 855 701,57 €	1 872 684,12 €
65 Autres charges de gestion courantes	577 167,57 €	552 799,27 €	547 737,54 €	615 350.70 €	649 626,57 €
66 Charges financières	27 412,70 €	19 705,18 €	10 955,61 €	7 829,32 €	4 893,72 €
67 Charges exceptionnelles	274,70 €	1 190,10 €	16 140,00 €	0,00 €	512,69 €
68 Dotation aux amortissements et provisions (écritures réelles)(1)	69 000,00 €	16 485,00 €	16 500,00 €	80 375,87 €	68 800,13 €
014 Atténuation de produits(2)	31 731,00 €	31 731,00 €	31 731,00 €	31 731,00 €	31 893,00 €
TOTAUX	3 006 547,75 €	3 212 741,92 €	3 429 226,72 €	3 578 453.22 €	3 587 802.35 €

(1) Dotation aux provisions pour risques et charges de fonctionnement courant (litige opposant la ville à un agent)
(2) Reversement Attribution de compensation à la CCCO

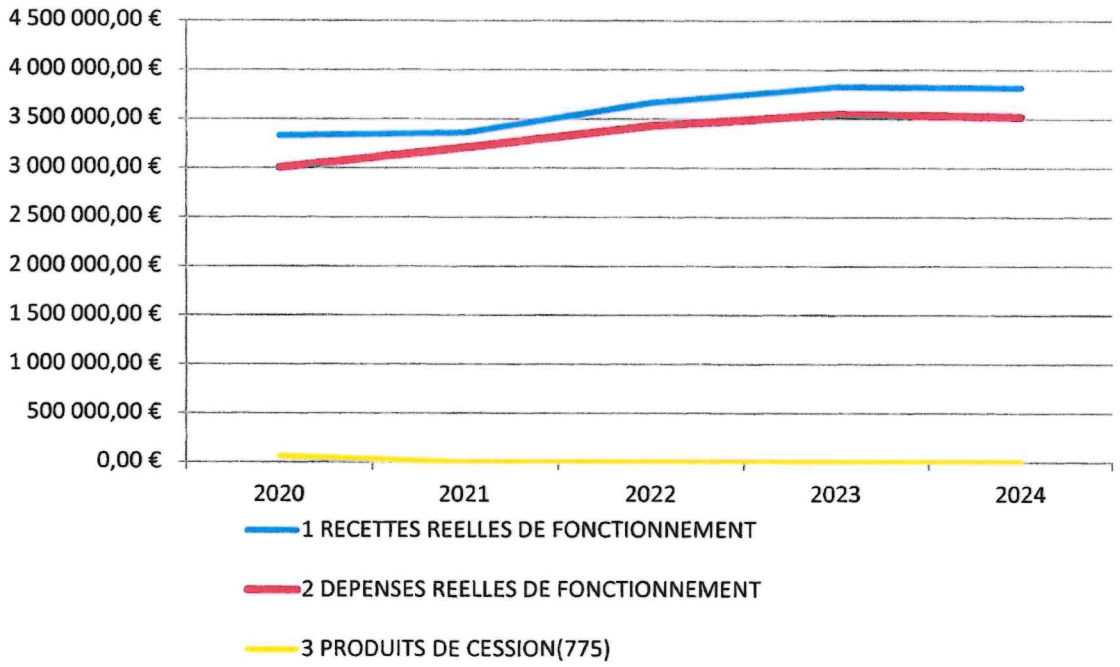
EVOLUTION DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT DE 2020 A 2024

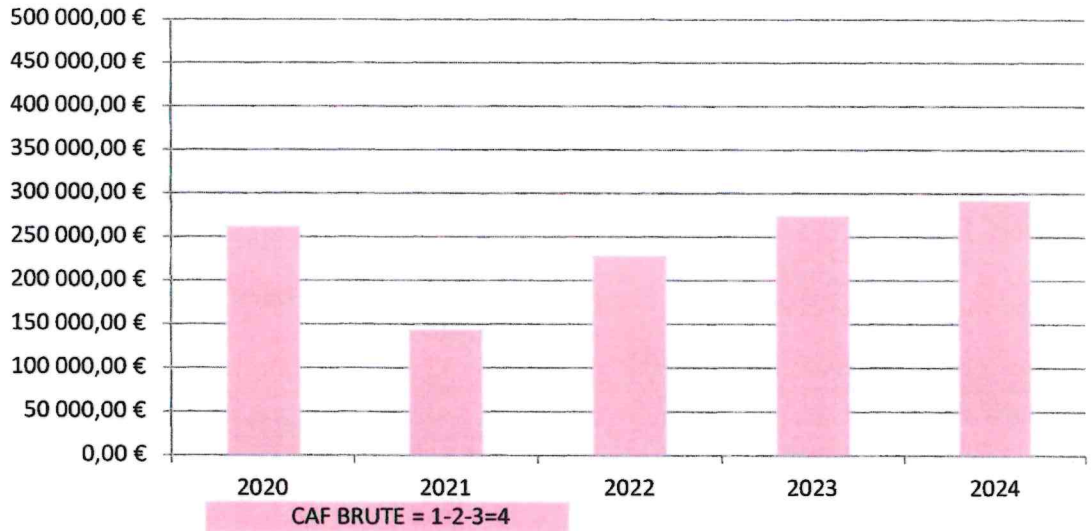


Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

EVOLUTION DE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT ENTRE 2020 ET 2024

	2020	2021	2022	2023	2024
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	3 325 858	3 351 010	3 657 479	3 823 341	3 812 096
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	3 006 548	3 207 944	3 429 227	3 549 024	3 520 131
PRODUITS DE CESSION (775)	57 400	1	0	0	0
CAF BRUTE = 1-2-3=4	**261 910**	**143 035**	**228 253**	**274 317**	**291 965**

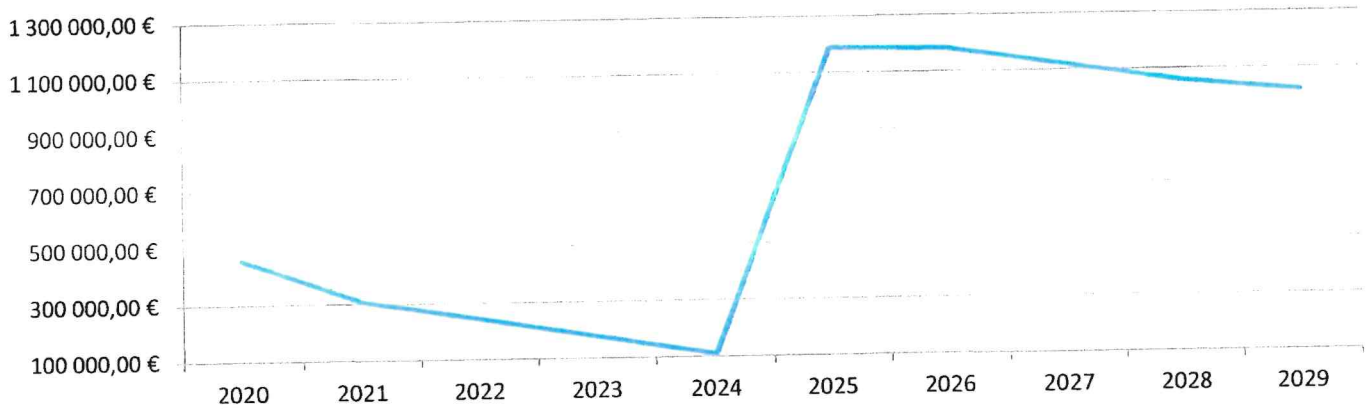




Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

EVOLUTION DE L'ENCOURS DE LA DETTE AU 31/12 DE 2020 A 2029 en EUROS

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
CAPITAL RESTANT DU AU 31/12 DE CHAQUE ANNEE	455 851	306 302	241 946	176 092	108 669	1 185 969	1 178 894	1 117 159	1 055 423	1 018 765
Nombre d'habitants connu	4190	4170	4162	4162	4162	4162	4055	4055	4055	4055
DETTE / HABITANT	108,79	73,45	58,13	42,31	26,11	284,95	290,73	275,50	260,28	251,24



ETAT DE LA DETTE AU 1ER JANVIER 2025

N°CONTRAT	Organisme prêteur	capital à l'origine	dette en capital au 01/01/25	Annuité à payer sur l'exercice	dont	
1 ère échéance	objet	Durée - Taux initial			Capitaux	Intérêts
MON278769EUR/029	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT	501 550,00	108669,01	37147,31	33436,68	3710,63
01/06/2023	travaux investissement	60 trimestres - 3,86 %				
Total sur imputation 1641		501 550,00	108669,01	37147,31	33436,68	3710,63
TOTAL GENERAL		501 550,00	108669,01	37147,31	33436,68	3710,63

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

2. Evolution des soldes intermédiaires de gestion

	2020	2021	2022	2023	2024
Recettes réelles de fonctionnement	3 325 858 €	3 351 010 €	3 657 479 €	3 820 340 €	3 812 096 €
Dépenses réelles de fonctionnement	3 006 548 €	3 207 943 €	3 480 937 €	3 549 024 €	3 520 131 €
Dont intérêt de la dette	27 413 €	14 907 €	10 955 €	7 829 €	6 646 €
Epargne de gestion	319 310 €	157 974 €	187 497 €	271 316 €	291 965
Epargne brute	291 897 €	143 067 €	176 542 €	263 487 €	285319
Remboursement capital de la dette	145 495 €	149 549 €	64 357 €	66 304 €	67 423
Epargne nette	146402 €	6 482 €	112 185 €	197 183 €	217 896

3. Evolution du taux d'épargne brute et de la capacité de désendettement

Taux d'épargne brute (%)*	8.78%	4.27 %	4.82 %	6.90 %	7.48 %
Encours de la dette (€)	455 852 €	306 303 €	241 945 €	176 091 €	108 669 €
Capacité de désendettement (Année)**	1.56	2.14	1.37	0.66	0.38

** Ce taux mesure la part des recettes de fonctionnement qui peut être consacré à l'investissement*

*** La capacité de désendettement est un indicateur de solvabilité, elle se mesure en nombre d'années. Elle correspond à la capacité de réduire totalement l'encours de la dette.*

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

4. Evolution des dépenses de fonctionnement

		REALISATIONS 2024	PREVISIONS 2025
011	Charges à caractère général *Dont énergie*	**959 392 €** *232 606 €*	**980 000 €** *240 000 €*
012	Charges de personnel	**1 872 684 €**	**2 000 000 €**
014	Atténuation de produits (CCCO)	**31 893 €**	**32 231**
65	Autres charges de gestion courante *Dont subventions CCAS* *Dont subventions associations*	**649 627 €** *250 000 €* *70 010 €*	**670 000 €** 253 000 € 80 000 €
66	Charges financières (Déduction faite des ICNE)	**4 894 €**	**42 283 €**
68	Amortissements-Opération d'ordre d'amortissement. *Dotation aux provisions pour risque créances douteuses*	**68 800 €** ***1 129 €***	**81 825 €** **0 €**
TOTAL		**3 588 419 €**	**3 806 339 €**

5. Evolution des recettes de fonctionnement

		REALISATIONS 2024	PREVISIONS 2025
013	Remboursement sur charges de personnel	**61 214 €**	**77 000 €**
70	Produits des services -ventes	**123 472 €**	**125 000 €**
73	Impôts et taxes	**1 840 463 €**	**1 900 000 €**
74	Dotations et participations	**1 661 565 €**	**1 620 000 €**
75	Autres produits de gestion courante Dont remboursement sinistres	**67 943 €** 24 651 €	**65 000 €** 10 000 €
77	Produits exceptionnels	**6 498 €**	**7 352 €**
78	Reprises sur provisions, Dont sur risques et charges (7815) Dont sur dépréciation actifs. circulants (7817)	**56 561 €** 44 000 € 12 561 €	**13 000 €** *11 871 €* *1 129 €*
042	Amortissement des subventions transférables	**5 670 €**	**5 537 €**
TOTAL		**3 823 386 €**	**3 812 889 €**

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

6. Présentation des comptes 2024 : Investissement

INVESTISSEMENT			
Les dépenses d'investissement s'élèvent à 1 321 133 € auxquelles il faut ajouter : 1 450 596 € de restes à réaliser (RAR)			
		REALISES	RESTE A REALISER
Hors opérations			
20	Immobilisations incorporelles	9 172 €	6 349 €
21	Immobilisations corporelles	206 359 €	9 500 €
Sous -Total		**215 531 €**	**15 849 €**
Opérations d'investissement			
25	Rénovation ancien collège	14 658 €	- €
34	Rénovation énergétique écoles Robert/Perrault	956 326 €	363 000 €
35	ERBM Stade GERMINAL (terrain et encadrement paysager)	27 342 €	820 000 €
37	ERBM Stade GERMINAL (Bâtiment vestiaire)	14 354 €	- €
39	Rénovation énergétique Pôle de cohésion SCHAFER	6 992 €	251 720 €
Sous -Total		**1 019 672 €**	**1 434 720 €**
Remboursement d'emprunt (capital)		67 423 €	
Opération d'ordre de transfert entre sections		73 341 €	
Opérations patrimoniales		12 831 €	
Sous-Total		**153 595 €**	
Remboursements subvention perçues		0 €	

Les recettes d'investissement d'élèvent à 502 243 € auxquelles s'ajoutent les restes à réaliser de 2 637 276 €		
		RESTES A REALISER
Subventions reçues	96 163 €	**2 637 276 €**
FCTVA	40 776 €	
Taxe d'aménagement	40 355 €	
Excédent de fonctionnement capitalisé	243 392 €	
Amortissements	67 671 €	
Opérations patrimoniales	12 831 €	
Immobilisations financières (prêt personnel)	1 049 €	

Le résultat d'investissement de l'exercice 2024 :

- Le résultat 2024 pour les investissements s'établit à -818 890 €, avant les restes à réaliser, avec le résultat reporté de 2023 de 415 943 €
- Soit un résultat de clôture 2024 pour les investissements qui s'établit à -402 948 €
- Avec les restes à réaliser (dépenses -recettes) de + 1 186 707 €

Le résultat global 2024 pour les investissements est de 783 759 €

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

7. Détermination du résultat et affectation provisoires au 31/12/2024

SECTION DE FONCTIONNEMENT	
Dépenses de fonctionnement	3 587 802 €
Recettes de fonctionnement	3 817 766 €
Résultat de fonctionnement	229 964 €
Résultat de fonctionnement cumulé repris au budget 2024 (002)	233 228 €
Résultat de fonctionnement cumulé au 31/12/2024	**463 192 €**
SECTION D'INVESTISSEMENT	
Dépenses d'investissement	1 321 133 €
Recettes d'investissement	502 243 €
Résultat d'investissement	- 818 890 €
Résultat d'investissement cumulé repris au budget 2024 (001)	415 943 €
Résultat d'investissement cumulé au 31/12/2024 avant les restes à réaliser *(R)*	- **402 947€**
RESTE A REALISER INVESTISSEMENT	
Dépenses	1 450 569 €
Recettes	2 637 276 €
Solde des restes à réaliser *(S)*	1 186 707 €
Résultat d'investissement après restes à réaliser	**783 759 (R-S=E)**
Détermination du besoin de financement. L'excédent de fonctionnement doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement après avoir repris les restes à réaliser par le 1068 « Excédent de fonctionnement capitalisé » : soit 243 407 €	
Résultat global de fonctionnement	463 192 € *(A)*
Besoin de financement de la section d'investissement après Reste à réaliser	0 € *(B)*
Affectation au 1068 « Excédent de fonctionnement capitalisé » ou part affectée à l'investissement	0 € *(C)*
Résultat de fonctionnement reporté (BP 2025)	463 192 € *(A-C=D)*
Le résultat global cumulé pour 2024	**463 192 €**

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

IV -Orientations budgétaires : investissements 2025

1 -Opération investissement rénovation et production énergétique.

OP 34 - Groupe scolaire Charles ROBERT (volet bâtiment et énergie)

Total de l'opération : 1 734 572 € HT
2 080 911 € TTC

Financement :

- TVA récupérable : 291 328 €
- Subventions accordées : 833 709 € (330 000 € ADVB + 170 000 € DSIL + 36 753 € Ademe + 296 956 Fonds Verts)
- Subventions en cours : (79 744 €)
  - ADEME Géothermie : 39 872 €
  - FRATRI : 39 872 €
- Emprunt 2025 banque des territoires : 911 961 €
- Besoin de financement : 43 913 € (hors subventions en cours)
  -35 831 € (subvention en cours prises en compte)

OP 37 – Tribunes Vestiaires (stade Germinal)

Total de l'opération : 781 628 € HT
937 953 € TTC

Financement :

- TVA récupérable : 131 313 €
- Subventions accordées : 186 330 € (ADVB)
- Subventions en cours : (519 390 €)
  - DSIL 203 756 €
  - FNADT 305 634 €
  - Crédit Agricole 10 000 €

- Besoin de financement : 620 310 € (hors subventions en cours)
  100 920 € (subvention en cours prises en compte)

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

OP 39 - Pôle de cohésion sociale Claude SCHAFER :

Total de l'opération : 314 403 € HT
377 283 € TTC

Financement :

- TVA récupérable : 52 820 €
- Subventions accordées : 103 916 € (70 372 € PVII +33 544 € DETR)
- Emprunt 2025 banque des territoires : 220 000 €
- Besoin de financement : 546 €

OP 43 – Réhabilitation cour groupe scolaire du Champs Fleuri.

Total de l'opération : 25 000 € HT
30 000 € TTC

- TVA récupérable : 4 200 €
- Subventions en cours : 15 000 € (région)
- Besoin de financement : 25 800 € (hors subventions en cours)
  10 800 € (subvention en cours prises en compte)

Récapitulatif de l'ensemble des opérations de rénovation et production énergétique :

Total des opérations (travaux et études + MO) : 2 855 603 € HT
3 426 723.60 € TTC

Financement :

- TVA récupérable : 479 661 €
- Subventions accordées : 1 123 955 €
- Subventions en cours : 614 134 €

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

2-Autres opérations d'investissement

OP 35 - Travaux Germinal (inclus OP 38 liaison douce)

Total de l'opération : **1 358 998 € HT**
1 630 798 € TTC

Financement :

- TVA récupérable : 228 312 €
- Subventions accordées : 753 523 € (ADVB- FNAD)
- Besoin de financement : 648 963 €

OP 42 – Travaux de rénovation de trottoir.

Total de l'opération : 160 000 € HT
192 000 € TTC

- TVA récupérable : 26 880 €
- Subventions en cours : 19 000 € (département)
- Besoin de financement : 165 120 € (hors subventions en cours)
  146 120 € (subvention en cours prises en compte)

3- Investissements divers

Immobilisations incorporelles (chapitre 20)

- Nouveau progiciel finances – paye- etat civil..... : 18 936 € TTC
- Logiciel de sécurité : 21 353 € TTC
- Etudes Mosquée (AMO) –30 000 € TTC
- PLU - 3 500 €

.....

Sous -total chapitre 20 : 73 798 €

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

Immobilisations corporelles (chapitre 21)

❖ **Galibots**

- Installation de comptage (EDF-Eaux-chauffage) : 10 000 € TTC
- Réseau alarme incendie : 2 000 € TTC
- Alarme intrusion : 4 000 € TTC
- Couverture des préfabriqués : 5 000 € TTC
- Portail entrée : 20 000 € TTC

.....

Sous total Galibot : 41 000 € TTC

❖ **Cimetière**

- Allées piétonnes : 5 000 €TTC

❖ **Bâtiments communaux**

- Club des loisirs- salle Brassens-salle Chagall : 35 000 € TTC
- Sécurisation incendie salle Edith Piaf – Mise aux normes– 12 000 € TTC
- Sécurisation entrée mairie – 10 000 € TTC
- Alarme et caméra ateliers municipaux – 300 € TTC

❖ **Sécurisation Parc Verlaine – 37 479 €**

- Portail et 10 poteaux : 23 910 € HT (28 692 TTC)
- 5 caméras de vidéo-surveillance : 13 569.18 € HT (16 283.01 € TTC)

  Subvention FIPD (50%) : 18 739.59 €

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

- **Borne électrique face au pôle Schäfer – 24 000 € TTC**
  - Subvention ENEDIS – 3 500 €

- **Travaux éclairage publique**
  - Traversée piétonne rue de la Fabrique : 32 976 € TTC
  - Remplacement de 25 lanternes LED voie TRAM : 17 250 € TTC
  - Remplacement de 25 platines COSMO voie TRAM : 5 548.20 €
  - Remplacement candélabre rue Caffart suite sinistre : 3 174 € TTC
    - Assurance : 2 500 €
  - Remplacement candélabre rue du 8 mai suite sinistre : 3174 € TTC
    - Assurance : 2 500 €
  - Prévisions : 3 000 €

- **Matériel divers :**
  - Laveuse oscillante : 3000 € TTC
  - 10 tables pour pôle Schäfer : 2 000 € TTC
  - Tronçonneuses : 1 600 € TTC
  - Défibrillateurs (Piaf-Galibot-Schafer-Drut) : 4 000 € TTC
  - Matériel informatique Mairie : 35 970 € TTC
  - Matériel informatique Ecole Robert : 876 € TTC
  - Autres matériels : 10 000 € TTC
  - Achat matériel suite vol du 24/02/25 : 5 000 €
    - Assurance : 2 500 €

Sous total chapitre 21 : 292 347.20 €

Total investissements divers (chapitres 20 et 21) : 366 145.20 € TTC

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

V.Programmation pluriannuelle des investissements 2025-2027

La commune de Masny prévoit plusieurs investissements pour les années 2025 à 2027, répartis comme suit :

- **Les travaux de rénovation énergétique**
- **Les travaux de réhabilitation du stade Germinal (2025-2026)**
- **Le projet d'étang au parc Verlaine**
- **Les travaux de voirie et piste cyclable**
- **Les travaux de sécurisation des bâtiments publics**
- **Travaux du court de tennis extérieur**
- **Les investissements divers (2025-2027)**

1. La rénovation et la production énergétique des bâtiments publics

- La municipalité a engagé un projet ambitieux de rénovation énergétique pour le groupe scolaire Charles Robert et le pôle de cohésion sociale Claude Schäfer, avec une finalisation prévue en 2025. Ces travaux, indispensables pour l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments, permettront de réduire la consommation d'énergie, d'améliorer le confort des usagers et de limiter l'empreinte carbone de la commune avec l'installation de la géothermie et de panneaux photovoltaïques. Le financement repose sur des subventions publiques et un emprunt contracté auprès de la Banque des Territoires, d'un montant de 1 131 961 €. Cette approche financière permet de répartir les coûts sur plusieurs années et d'optimiser l'utilisation des fonds publics.

- Dans une démarche de transition énergétique, la municipalité étudie un projet de production d'électricité photovoltaïque pour l'autoconsommation collective des sites municipaux, prévu pour 2026. Cette initiative s'inscrit dans une volonté de favoriser les énergies renouvelables et de réduire la dépendance aux énergies fossiles. Cependant, à ce jour, ce type de projet ne bénéficie pas de subventions publiques, ce qui nécessite une réflexion approfondie sur son financement. Il conviendra d'évaluer les économies d'énergie réalisables et de rechercher d'éventuels partenariats pour assurer la viabilité économique du projet.

- Afin de poursuivre les efforts d'amélioration du cadre de vie des élèves, un projet d'îlot de fraîcheur dans la cour de récréation de l'école Charles Robert est à l'étude avec le Studio ASA. Cette initiative vise à lutter contre les effets des vagues de chaleur en aménageant des espaces ombragés et en favorisant la végétalisation. En complément, le préau de l'école maternelle sera remplacé pour garantir un meilleur abri aux enfants en cas d'intempéries et optimiser l'utilisation de la cour. Ces aménagements sont éligibles à des subventions et seront intégrés au programme d'investissement municipal de 2026.

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

- En 2025, la municipalité prévoit des travaux d'amélioration de l'entrée côté primaire du groupe scolaire du Champ Fleuri. Ce projet inclut des opérations de terrassement, des plantations et la création d'un îlot de fraîcheur pour offrir un environnement plus agréable et sécurisé aux élèves et au personnel scolaire.

Par ailleurs, la toiture de l'établissement, devenue vétuste, nécessitera une réfection complète avec une isolation thermique renforcée en 2026. Ces travaux, essentiels pour garantir la pérennité du bâtiment et réduire les pertes énergétiques, bénéficieront de subventions publiques.

Enfin pour 2027, des travaux de rénovation de la salle des fêtes Edith s'imposeront afin de moderniser les infrastructures et réduire la consommation d'énergie. L'agencement actuel de la salle des fêtes ne répond pas aux exigences requises pour accueillir la restauration scolaire. Les installations de cuisine et les écoulements inadaptés entravent la préparation et le service des repas dans des conditions optimales. Une rénovation complète de ces espaces est nécessaire pour les rendre conformes aux normes sanitaires. Le projet de rénovation comprend la modification des menuiseries et la mise en place de sas vitrés aux sorties de secours, visant à renforcer la sécurité des usagers en cas d'urgence. De plus, l'installation de toilettes accessibles depuis l'extérieur permettra d'offrir un accès libre lors des manifestations communales, améliorant ainsi l'accessibilité de la salle des fêtes à un plus large public, y compris aux personnes à mobilité réduite. La rénovation prévoit également une requalification des volumes intérieurs, notamment avec la création d'une mezzanine de stockage dans le hall d'accueil. Cette optimisation de l'espace permettra de mieux organiser les activités et les équipements, offrant ainsi une expérience plus fluide et agréable aux usagers. De plus, l'ajout d'un espace loge donnant sur la scène contribuera à améliorer les conditions de travail des artistes et des techniciens lors des événements culturels et artistiques organisés dans la salle des fêtes.

2. Travaux Germinal/ voie douce / Etang de pêche Verlaine (2025-2026)

Le projet de réhabilitation du stade Germinal est en cours, incluant une intervention sur la frange boisée avec une opération de désouchage d'une vingtaine d'arbres. Ces travaux permettront de nouvelles plantations afin de préserver le poumon vert du quartier. Les travaux sur l'ensemble du parc devront se terminer en fin d'année. La création des vestiaires a atteint la phase de l'Avant-Projet Définitif (APD). Afin de respecter le budget déjà revu à la hausse et les délais, la commune envisage l'installation de modules préfabriqués. L'objectif est d'inaugurer l'ensemble du stade avec ses vestiaires cette année, à l'occasion du 50e anniversaire du club de football FC Masny.

Une voie douce sera matérialisée par une signalétique permettant de découvrir la cité minière du Champ Fleuri et de rejoindre le parc Verlaine, où un projet d'étang de pêche est prévu pour 2026. Par ailleurs, une zone de renaturation sera créée en collaboration avec l'entreprise Bils Deroo sur cette partie du parc.

Le projet représente un coût important pour la commune, le vestiaire ne pouvant être financés dans le cadre de l'ERBM. En effet, l'État et la Région prennent en charge les opérations intégrées, telles que le cadre végétal et la voirie, mais pas les équipements sportifs comme le terrain de football ou les bâtiments annexes. Grâce aux efforts de la commune, des subventions ont pu être obtenues auprès de l'État et du Département. Toutefois, les financements restent incertains pour la création des vestiaires ainsi que pour la future réalisation de l'étang de pêche en 2026 au sein du parc Verlaine qui serait reliée au

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

parc Germinal par la voie douce. Ce dernier projet pourrait par ailleurs rencontrer des problématiques d'autorisation liées à la loi sur l'eau.

Les travaux se composent :

- Terrain de football
- Vestiaires
- Aménagement des abords du terrain
- Aire de jeux
- City-stade
- Voie piétonne (prévue pour 2026)

3. Travaux de voirie et piste cyclable

Les trottoirs des routes départementales RD 8 et RD 13 (rues Modeste Buisset et Demouveau) sont en mauvais état, dégradés par les racines des arbres et partiellement recouverts de schiste rouge. Cette situation met en danger les usagers, d'autant plus que le stationnement gênant les oblige parfois à marcher sur la chaussée. Ces voies étant très fréquentées, notamment pour rejoindre la gare de Montigny-en-Ostrevent, des travaux sont nécessaires pour sécuriser et améliorer l'accessibilité.
Le projet prévoit :

1. La réfection des trottoirs rue Demouveau.
2. La création d'une voie partagée pour piétons et cyclistes rue Modeste Buisset.
3. Une réorganisation du stationnement et l'installation d'équipements urbains (abris bus, aménagement paysager).

Les travaux se dérouleront en plusieurs phases avec un premier travail en 2025 sur la réfection des trottoirs. Le coût total est estimé à 191 125 € TTC, avec une demande de subvention auprès de l'Aide à l'Aménagement des trottoirs.

Toujours en cours, le projet de piste cyclable entre Masny et Monchecourt (RD 140) qui devrait voir le jour en 2026. Un projet porté essentiellement par la ville de Monchecourt d'un montant total de 790 000 € TTC avec une participation du département de 460 833 €. La ville s'était engagée à prendre en charge 75 000 € sur ce montant. Des négociations sont encore en cours.

4. Travaux de sécurisation des bâtiments publics

- La salle des fêtes Édith Piaf, en liaison directe avec la mairie par les combles, présente un risque incendie majeur si aucune mesure de protection efficace n'est mise en place. L'absence de barrières coupe-feu appropriées peut favoriser la propagation rapide d'un incendie entre les deux bâtiments, mettant en péril les usagers et le personnel municipal.

L'installation d'une porte coupe-feu entre la salle des fêtes et la mairie constitue une mesure essentielle pour limiter la propagation du feu et des fumées toxiques en cas d'incendie. Cette intervention permettrait de respecter les normes de sécurité en vigueur et d'assurer la protection des personnes et des biens.
En outre, la mise en conformité du site avec les exigences de la réglementation en matière de prévention incendie permettra d'éviter toute mise en cause de la responsabilité de la municipalité en cas d'incident.

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

De plus , face aux plaintes récurrentes du voisinage concernant les nuisances sonores générées par la salle des fêtes, une étude acoustique est devenue indispensable. Cette étude permettra d'identifier les sources des nuisances et de définir les mesures correctives adaptées.

La mise en place d'un limiteur de son s'impose comme une solution efficace pour réduire l'impact sonore tout en maintenant l'utilisation de la salle des fêtes.

- Egalement face à la recrudescence des agressions envers les agents municipaux dans l'exercice de leurs fonctions, il devient primordial de renforcer la sécurité de l'entrée de la mairie. Actuellement, l'accès au bâtiment présente des vulnérabilités qui exposent le personnel à des risques importants. Pour remédier à cette situation, plusieurs mesures doivent être mises en place :
  - Installation d'une porte renforcée, plus isolante et résistante, afin de limiter les intrusions et garantir une meilleure protection des agents.
  - Mise en place d'un système d'ouverture électrique contrôlé, permettant de filtrer les accès et de prévenir toute intrusion non autorisée.
  - Intégration d'un dispositif de vidéosurveillance à l'entrée, pour dissuader d'éventuels agresseurs et offrir un moyen d'identification en cas d'incident.

5. Courts de tennis exterieurs

Les terrains de tennis extérieurs présentent de nombreuses dégradations :

- Fissures et irrégularités de la surface, rendant les rebonds imprévisibles et perturbant le jeu.
- Zones glissantes et usure généralisée augmentant le risque de blessures pour les joueurs.

Ces problèmes limitent l'utilisation du court. C'est pourquoi la réfection du court de tennis devient nécessaire. Il est programmé en 2026 avec des possibilités de financement avec le FFT.

6. Investissements divers (2024-2026)

La commune prévoit également une série d'investissements divers dans différents domaines tels que des travaux d'entretien dans les écoles, le cimetière, les salles communales, équipement informatique... Ces investissements couvrent un large éventail de besoins municipaux, mais nécessitent également un financement significatif.

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

Dépenses investissement TTC en €		Déjà réalisé + reports 2024	2025	2026	2027
TRAVAUX RENOVATION ENERGETIQUE		1 930 814	557 380	587 200	400 000
OP 37 - TRIBUNES		95 753	842 200		
OP36 ETANGS PARC VERLAINE					200 000
OP 35 - TRAVAUX GERMINAL		159 175	1 101 613	370 010	
OP 42 - VOIRIE TROTTOIR			160 000		
SECURISATION BATIMENT COMMUNAUX	MAIRIE		10 000		
	PIAF		12 000		
PISTE CYCLABLE *				75 000	
COURTS TENNIS EXTERIEUR				67 000	
DIVERS INVESTISSEMENTS chap 20 et 21		306 782	366 145	300 000	300 000
TOTAL DEPENSES		2 492 524	3 049 338	1 399 210	900 000

Recettes investissement HT en €	Déjà réalisé + reports 2024	2025	2026	2027
Subventions Travaux de rénovation énergétique	1 123 956	614 134	243 500	200 000
Subvention OP36 ETANGS PARC VERLAINE				100 000
Subventions OP 35 - TRAVAUX GERMINAL	753 523			
Subventions OP 42 - VOIRIE TROTTOIR		32 000		
Subvention SECURISATION PIAF				
Subvention Piste Cyclable **			506 917	
Subvention terrain tennis			7 000	
Subventions DIVERS INVESTISSEMENTS 20 et 21	5 000	29 740	10 000	10 000
FCTVA	40 775	177 858	37 000	13 000
EMPRUNT	1 131 961			
TOTAL RECETTES	3 055 215	853 732	804 417	323 000
Besoin de financement	-562 691	2 195 606	594 793	577 000

* Part ville sur un coût d'opération de 790 000 €
** Département + SMDT

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

Conclusion :

La programmation pluriannuelle des investissements 2025-2027 de la commune de Masny illustre une volonté forte d'améliorer le cadre de vie des habitants tout en intégrant des enjeux majeurs tels que la transition énergétique, la modernisation des infrastructures et le renforcement de la sécurité publique. À travers des projets ambitieux, allant de la rénovation énergétique des bâtiments municipaux à la réhabilitation des équipements sportifs et de loisirs, la municipalité s'engage dans une dynamique de développement durable et d'attractivité du territoire.

Toutefois, la concrétisation de ces investissements repose sur une gestion rigoureuse des finances publiques et sur la mobilisation de subventions et partenariats. Certains projets, comme la création de l'étang de pêche, nécessitent encore des financements complémentaires et des autorisations réglementaires.

Ainsi, ces investissements, répartis sur plusieurs années, visent non seulement à répondre aux besoins actuels des administrés, mais aussi à préparer l'avenir de Masny en offrant des infrastructures modernisées, sécurisées et respectueuses de l'environnement.

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_2-DE

VILLE DE MASNY
Arrondissement de Douai

EXTRAIT DU REGIS
DES DELIBERATIO
MUNICIPAL

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_3-DE

L'an deux mille vingt-cinq,
Le onze mars à dix-neuf heures,
Le Conseil Municipal de la Ville de MASNY, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, salle du Conseil Municipal au centre « Les Galibots », sous la Présidence de Monsieur Lionel FONTAINE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : le quatre mars deux mille vingt-cinq.

Etaient présents : M. FONTAINE Lionel, Mme JOHNSON Claudine, M. BRASSART Daniel, Mme FAVA Joëlle, M. OLSZOWSKI Jacques, Mme CARDOT Marie-Line, Mme GUESSOUM Dalila, M. MINNENS Régis, Mme DELSAUT Isabelle, M. LEDOUX Philippe, Mme BRUHIER Armelle, M. MARCINKOWSKI Michel, Mme MATULA Magali, Mme DOURNEL Anaïs, M. MATHON Maxence, Mme TROJANOWICZ Coraline, M. KNOPISCH Daniel, Mme CAUDRELIER Geneviève, Mme ROUSSEAU Dominique, M. BIEFNOT Patrick

Absents excusés ayant donné procuration :
Pouvoir de M. BITCH Mustafa à Mme JOHNSON Claudine
Pouvoir de M. MEMBOT Sébastien à Mme DELSAUT Isabelle
Pouvoir de Mme REGNIER Jenny à Mme MATULA Magali
Pouvoir de M. DELABY Bernard à Mme ROUSSEAU Dominique
Pouvoir de M. MAZZOLINI Fabrizio à M. FONTAINE Lionel
Pouvoir de Mme DELVILLE Vanessa à M. KNOPISCH Daniel

Absents excusés: /
Absents : Mme GAUTHIEZ Paulette

DÉLIBERATION N° 2025 – 11/03 – N°3

OBJET : REDEVANCE OCCUPATION DOMAINE PUBLIC COMMUNAL-CONVENTION INFRACO1-INFRASCTRUCTURES TÉLÉCOMS

Le Maire rappelle à l'assemblée que la société InfraCo1 a récemment acquis les infrastructures de télécommunications initialement détenues par la société SANEF, en vertu d'une convention signée en 2019. Ces infrastructures comprennent un réseau souterrain de fourreaux et chambres télécoms situés sur :

- l'ancien chemin de Douai à Bouchain sur une longueur de 706 mètres,
- le chemin de Lewarde à Monchecourt sur une longueur de 1 213 mètres.

Afin de régulariser la situation juridique et d'assurer la continuité du réseau de télécommunications sur la commune, il est proposé d'approuver la signature d'une nouvelle convention avec la société InfraCo1 pour l'occupation du domaine public communal. Cette convention reprend les dispositions de celle de 2019, sous réserve d'éventuelles mises à jour réglementaires. Une redevance annuelle de 143.93 € sera perçue en contrepartie de cette occupation.

Après en avoir délibéré, et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_3-DE

DÉCIDE :

1. **D'APPROUVER** la signature de la nouvelle convention avec la société InfraCo1 pour l'occupation du domaine public communal par des infrastructures de télécommunications.
2. **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer ladite convention et tous les documents afférents.
3. **DE CHARGER** Monsieur le Maire de veiller à la bonne application de cette convention.

Le Maire, Lionel FONTAINE

Acte rendu exécutoire
Après envoi en sous-préfecture le :
Et publication ou notification le :
La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

VILLE DE MASNY
Arrondissement de Douai

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_4-DE

EXTRAIT DU REGIS... DES DELIBERATIO... MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-cinq,
Le onze mars à dix-neuf heures,
Le Conseil Municipal de la Ville de MASNY, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, salle du Conseil Municipal au centre « Les Galibots », sous la Présidence de Monsieur Lionel FONTAINE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : le quatre mars deux mille vingt-cinq.

Etaient présents : M. FONTAINE Lionel, Mme JOHNSON Claudine, M. BRASSART Daniel, Mme FAVA Joëlle, M. OLSZOWSKI Jacques, Mme CARDOT Marie-Line, Mme GUESSOUM Dalila, M. MINNENS Régis, Mme DELSAUT Isabelle, M. LEDOUX Philippe, Mme BRUHIER Armelle, M. MARCINKOWSKI Michel, Mme MATULA Magali, Mme DOURNEL Anaïs, M. MATHON Maxence, Mme TROJANOWICZ Coraline, M. KNOPISCH Daniel, Mme CAUDRELIER Geneviève, Mme ROUSSEAU Dominique, M. BIEFNOT Patrick

Absents excusés ayant donné procuration :
Pouvoir de M. BITCH Mustafa à Mme JOHNSON Claudine
Pouvoir de M. MEMBOT Sébastien à Mme DELSAUT Isabelle
Pouvoir de Mme REGNIER Jenny à Mme MATULA Magali
Pouvoir de M. DELABY Bernard à Mme ROUSSEAU Dominique
Pouvoir de M. MAZZOLINI Fabrizio à M. FONTAINE Lionel
Pouvoir de Mme DELVILLE Vanessa à M. KNOPISCH Daniel

Absents excusés: /
Absents : Mme GAUTHIEZ Paulette

DÉLIBERATION N° 2025 – 11/03 – N°4

OBJET : RATIFICATION DU CHANGEMENT DE DENOMINATION DE LA « COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION CŒUR D'OSTREVENT » EN « CŒUR D'OSTREVENT AGGLO »

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 5211-1 et suivants relatifs aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI);

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération Coeur d'Ostrevent

Vu la délibération de la Communauté de Communes Coeur d'Ostrevent en date du 28 novembre 2024 portant sur le changement de dénomination en Coeur d'Ostrevent Agglo;

Vu la consultation des communes membres par l'EPCI concernant ce changement de dénomination

Vu la nécessité pour la commune de se prononcer sur cette modification;

Considérant que la Communauté d'Agglomération Coeur d'Ostrevent a engagé une réflexion sur son identité et sa communication afin de renforcer sa visibilité et sa cohésion territoriale ;

Considérant que la nouvelle dénomination proposée, Cœur d'Ostrevent Agglo, reflète mieux les réalités géographiques, historiques et économiques du territoire;

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_4-DE

Considérant que ce changement de nom ne modifie en rien les compétences, les statuts ou le fonctionnement de l'EPCI, mais vise à renforcer son attractivité et sa lisibilité ;

Considérant que la commune de Masny a été consultée et a exprimé un avis favorable à cette modification ;

Le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Approuve le changement de dénomination de Communauté d'Agglomération Coeur d'Ostrevent en Coeur d'Ostrevent Agglo,
- Charge le maire de la commune de notifier la présente délibération à Coeur d'Ostrevent Agglo, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour accompagner cette modification,
- Charge le maire de transmettre la présente délibération aux services de l'État compétents et aux autres partenaires concernés.

Le Maire, Lionel FONTAINE



Acte rendu exécutoire
Après envoi en sous-préfecture le :
Et publication ou notification le :
La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

VILLE DE MASNY
Arrondissement de Douai

EXTRAIT DU REGIS… DES DELIBERATIO… MUNICIPAL

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025
ID : 059-215903907-20250313-DEL025_11_3_5-DE

L'an deux mille vingt-cinq,
Le onze mars à dix-neuf heures,
Le Conseil Municipal de la Ville de MASNY, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, salle du Conseil Municipal au centre « Les Galibots », sous la Présidence de Monsieur Lionel FONTAINE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : le quatre mars deux mille vingt-cinq.

Etaient présents : M. FONTAINE Lionel, Mme JOHNSON Claudine, M. BRASSART Daniel, Mme FAVA Joëlle, M. OLSZOWSKI Jacques, Mme CARDOT Marie-Line, Mme GUESSOUM Dalila, M. MINNENS Régis, Mme DELSAUT Isabelle, M. LEDOUX Philippe, Mme BRUHIER Armelle, M. MARCINKOWSKI Michel, Mme MATULA Magali, Mme DOURNEL Anaïs, M. MATHON Maxence, Mme TROJANOWICZ Coraline, M. KNOPISCH Daniel, Mme CAUDRELIER Geneviève, Mme ROUSSEAU Dominique, M. BIEFNOT Patrick

Absents excusés ayant donné procuration :
Pouvoir de M. BITCH Mustafa à Mme JOHNSON Claudine
Pouvoir de M. MEMBOT Sébastien à Mme DELSAUT Isabelle
Pouvoir de Mme REGNIER Jenny à Mme MATULA Magali
Pouvoir de M. DELABY Bernard à Mme ROUSSEAU Dominique
Pouvoir de M. MAZZOLINI Fabrizio à M. FONTAINE Lionel
Pouvoir de Mme DELVILLE Vanessa à M. KNOPISCH Daniel

Absents excusés: /
Absents : Mme GAUTHIEZ Paulette

DÉLIBERATION N° 2025 – 11/03 – N°5

OBJET : Convention entre le CDG 59, Cœur d'Ostrevent Agglo et la commune de MASNY pour la mise à disposition d'un agent du Centre De Gestion de la fonction publique territoriale du Nord (CDG 59) pour une mission de Délégué à la Protection des Données (DPD ou DPO) mutualisé du CDG 59 pour l'accompagnement annuel à la mise en conformité RGPD de la collectivité.

Vu le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) adopté par le Parlement européen et le Conseil le 27 avril 2016 (UE 2016/679),

Vu la Loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles,

Vu l'article L452-40 du Code général de la fonction publique, définissant les conditions d'intervention du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord dans le cadre de la convention de mise à disposition,

Considérant le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données, entré en vigueur le 25 mai 2018 et imposant la désignation d'un Délégué à la Protection des Données (DPD ou DPO) dans les organismes publics ou autorités publiques traitant des données à caractère personnel,

Vu la délibération N°2021-23/09-1 relative à la Convention entre le CDG 59, la Communauté de Communes du Cœur d'Ostrevent et la commune de MASNY pour la mise à disposition d'un agent du Centre De Gestion de la fonction publique territoriale du Nord (CDG 59) pour une mission de Délégué à la Protection des Données (DPD ou DPO) mutualisé du CDG 59 pour l'accompagnement annuel à la mise en conformité RGPD de la collectivité.

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025
ID : 059-215903907-20250313-DEL025_11_3_5-DE

Afin d'aider les communes de son territoire à se mettre en conformité vis-à-vis de cette nouvelle réglementation, Cœur d'Ostrevent Agglo propose à ses communes membres de renouveler la convention de mutualisation d'un Délégué à la Protection des Données, mis à disposition par le Centre De Gestion de la fonction publique territoriale du Nord (CDG 59), par l'intermédiaire de son service Cre@tic.

Le DPD mis à disposition par le CDG 59 intervient dans le respect des obligations de discrétion, de secret professionnel et dans le cadre des missions telles que prévues au RGPD, dont :

- d'informer et de conseiller les responsables de la collectivité ainsi que ses agents dans le domaine des traitements de données à caractère personnel ;
- d'accompagner la réalisation de l'inventaire des traitements de données à caractère personnel mis en œuvre,
- d'évaluer les pratiques et d'accompagner à la mise en place de procédures ;
- d'identifier les risques associés aux opérations de traitement et de proposer, à ce titre, des mesures techniques et organisationnelles de réduction de ces risques,
- d'établir une politique de protection des données personnelles et d'en vérifier le respect,
- de contribuer à la diffusion d'une culture Informatique et Libertés au sein de l'établissement,
- d'assurer, en lien avec l'établissement, la gestion des relations avec les usagers sur les questions de données à caractère personnel ;
- de coopérer avec la CNIL et être le point de contact de celle-ci.

Le DPD du CDG 59 sera obligatoirement associé de manière appropriée et en temps utile à tous les projets traitant des données à caractère personnel.

La Commune s'engage à nommer de son côté, un Référent Local qui est l'interlocuteur privilégié du DPD du CDG 59 et l'assiste dans ses missions.

Le CDG 59 assure un rôle de coordination administrative et technique du projet.

La mise à disposition du Délégué à la Protection des Données mutualisé est facturée par le CDG 59 sur la base d'un coût horaire de 50€ sur une facturation d'un accompagnement annuel.

Le Conseil Municipal à l'unanimité décide

De renouveler la convention entre le Centre De Gestion de la fonction publique territoriale du Nord, Cœur d'Ostrevent Agglo et la commune de Masny , relative à la mise à disposition d'un agent du Centre De Gestion de la fonction publique territoriale du Nord pour une mission de Délégué à la Protection des Données.

D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention entre le Centre De Gestion de la fonction publique territoriale du Nord, Cœur d'Ostrevent Agglo et la commune de Masny , relative à la mise à disposition d'un agent du Centre De Gestion de la fonction publique territoriale du Nord pour une mission de Délégué à la Protection des Données, dont le projet est joint en annexe ; la convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par les deux parties, pour une durée de trois ans et à défaut de dénonciation par l'une des parties, elle est renouvelée tacitement pour la même durée, dans la limite de deux renouvellements (3 ans renouvelable deux fois).

D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à la bonne exécution de la mission d'accompagnement sur la mise en conformité au RGPD ;

D'inscrire les dépenses afférentes au budget.

Le Maire, Lionel FONTAINE

Acte rendu exécutoire
Après envoi en sous-préfecture le :
Et publication ou notification le :
La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

VILLE DE MASNY
Arrondissement de Douai

Envoyé en préfecture le 14/03/2025
Reçu en préfecture le 14/03/2025
Publié le 14/03/2025
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_6-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-cinq,
Le onze mars à dix-neuf heures,
Le Conseil Municipal de la Ville de MASNY, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, salle du Conseil Municipal au centre « Les Galibots », sous la Présidence de Monsieur Lionel FONTAINE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : le quatre mars deux mille vingt-cinq.

Etaient présents : M. FONTAINE Lionel, Mme JOHNSON Claudine, M. BRASSART Daniel, Mme FAVA Joëlle, M. OLSZOWSKI Jacques, Mme CARDOT Marie-Line, Mme GUESSOUM Dalila, M. MINNENS Régis, Mme DELSAUT Isabelle, M. LEDOUX Philippe, Mme BRUHIER Armelle, M. MARCINKOWSKI Michel, Mme MATULA Magali, Mme DOURNEL Anaïs, M. MATHON Maxence, Mme TROJANOWICZ Coraline, M. KNOPISCH Daniel, Mme CAUDRELIER Geneviève, Mme ROUSSEAU Dominique, M. BIEFNOT Patrick

Absents excusés ayant donné procuration :
Pouvoir de M. BITCH Mustafa à Mme JOHNSON Claudine
Pouvoir de M. MEMBOT Sébastien à Mme DELSAUT Isabelle
Pouvoir de Mme REGNIER Jenny à Mme MATULA Magali
Pouvoir de M. DELABY Bernard à Mme ROUSSEAU Dominique
Pouvoir de M. MAZZOLINI Fabrizio à M. FONTAINE Lionel
Pouvoir de Mme DELVILLE Vanessa à M. KNOPISCH Daniel

Absents excusés: /
Absents : Mme GAUTHIEZ Paulette

DÉLIBERATION N° 2025 – 11/03 – N°6

OBJET : DESIGNATION D'UN RÉFÉRENT DÉONTOLOGUE

Vu la loi N°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1111-1-1, ainsi que les articles R.1111-1-A et suivants

Vu le décret n o 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'Elu local et portant notamment sur les modalités et critères de leur désignation,

Vu l'arrêté interministériel du 6 décembre 2022 pris en application du décret no 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local et portant notamment sur les modalités d'indemnisation,

Vu l'accord écrit en date du 19 juin de Monsieur Jean-Luc COQUERELLE d'exercer les missions de référent déontologue de l'Elu local,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de Cour d'Ostrevent en date du 28 septembre 2023 (dont la dénomination désormais est Cœur d'Ostrevent Agglo) , procédant à la désignation de Monsieur Jean-Luc COQUERELLE comme référent déontologue de l'élu local,

Considérant que la loi reconnaît à tout élu local le droit de consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés par la charte de l'élu local,

Envoyé en préfecture le 14/03/2025
Reçu en préfecture le 14/03/2025
Publié le 14/03/2025
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_6-DE

Considérant que le décret précité impose aux collectivités territoriales, à compter du [illegible], de désigner ce référent déontologue par une délibération de leur organe délibérant,

Considérant que les missions de référent déontologue peuvent être assurées soit par une personne, soit par un collègue et que la formule de la personne unique est mieux adaptée à la taille de la commune,

Considérant que l'arrêté précité fixe à 80 euros maximum par dossier le montant d'indemnité pouvant être versée au référent déontologue,

Considérant que peut être désignée en qualité de référent déontologue toute personne choisie en raison de son expérience et de ses compétences, n'exerçant au sein de la commune aucun mandat d'élu local, n'en exerçant plus depuis au moins trois ans, n'étant pas agent de la commune et ne se trouvant pas en situation de conflit d'intérêts avec celle-ci,

Considérant que le référent déontologue est tenu au secret professionnel dans l'exécution de sa mission,

Considérant que la Communauté de Communes Cour d'Ostrevent (dénommée désormais Cœur d'Ostrevent Agglo) a procédé, par délibération du conseil communautaire en date du 28 septembre 2023, à la désignation d'un référent déontologue des élus locaux,

Considérant que cette fonction de référent déontologue est confiée à Monsieur Jean-Luc COQUERELLE désigné en raison de ses compétences et de ses qualifications,

Considérant que la mutualisation de ce référent est proposée à l'ensemble des communes du territoire,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité décide :

- De bénéficier du référent déontologue des élus locaux désigné par Cœur d'Ostrevent Agglo
- De prévoir une rémunération hauteur de 80, 00€ par dossier pour l'exercice des missions,
- De rembourser les frais de transport, dans les conditions prévues par les textes.

Le Maire, Lionel FONTAINE

Acte rendu exécutoire
Après envoi en sous-préfecture le :
Et publication ou notification le :
La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

VILLE DE MASNY
Arrondissement de Douai

Envoyé en préfecture le 17/03/2025
Reçu en préfecture le 17/03/2025
Publié le 17/03/2025
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_03_7-DE

EXTRAIT DU REGIS... DES DELIBERATIO... MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-cinq,
Le onze mars à dix-neuf heures,
Le Conseil Municipal de la Ville de MASNY, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, salle du Conseil Municipal au centre « Les Galibots », sous la Présidence de Monsieur Lionel FONTAINE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : le quatre mars deux mille vingt-cinq.

Etaient présents : M. FONTAINE Lionel, Mme JOHNSON Claudine, M. BRASSART Daniel, Mme FAVA Joëlle, M. OLSZOWSKI Jacques, Mme CARDOT Marie-Line, Mme GUESSOUM Dalila, M. MINNENS Régis, Mme DELSAUT Isabelle, M. LEDOUX Philippe, Mme BRUHIER Armelle, M. MARCINKOWSKI Michel, Mme MATULA Magali, Mme DOURNEL Anaïs, M. MATHON Maxence, Mme TROJANOWICZ Coraline, M. KNOPISCH Daniel, Mme CAUDRELIER Geneviève, Mme ROUSSEAU Dominique, M. BIEFNOT Patrick

Absents excusés ayant donné procuration :
Pouvoir de M. BITCH Mustafa à Mme JOHNSON Claudine
Pouvoir de M. MEMBOT Sébastien à Mme DELSAUT Isabelle
Pouvoir de Mme REGNIER Jenny à Mme MATULA Magali
Pouvoir de M. DELABY Bernard à Mme ROUSSEAU Dominique
Pouvoir de M. MAZZOLINI Fabrizio à M. FONTAINE Lionel
Pouvoir de Mme DELVILLE Vanessa à M. KNOPISCH Daniel

Absents excusés: /
Absents : Mme GAUTHIEZ Paulette

DÉLIBERATION N° 2025 – 11/03 – N°7

OBJET : MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment son article L.313-1,

Considérant les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par leur organe délibérant, il est indispensable de mettre à jour le tableau des effectifs ci- annexé en cas de modification de création, de suppression ou de modification de la durée hebdomadaire d'un poste.

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité, le Conseil Municipal
DECIDE de mettre à jour le tableau des effectifs de la commune, selon le document annexé

Le Maire, Lionel FONTAINE

Acte rendu exécutoire
Après envoi en sous-préfecture le :
Et publication ou notification le :
La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

Envoyé en préfecture le 17/03/2025
Reçu en préfecture le 17/03/2025
Publié le 17/03/2025
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_03_7-DE

ETAT DU PERSONNEL VILLE

TABLEAU DES EFFECTIFS au 1er Janvier 2025

Grades ou emplois	Catégorie	Effectifs budgétaires	Effectifs	
			Pourvus	Vacants
SECTEUR ADMINISTRATIF				
Attaché principal	A	1	0	1
Attaché	A	1	0	1
Rédacteur Principal 1ère classe	B	1	0	1
Rédacteur principal 2ème classe	B	2	2	0
Rédacteur	B	2	0	2
Adjoint administratif principal de 1ère classe	C	3	3	0
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	8	2	6
Adjoint administratif	C	3	1	2
Adjoint administratif à 30 h	C	1	0	1
TOTAL		**22**	**8**	**14**
SECTEUR SOCIAL				
Agt spéc des écoles maternelles principal de 2ème classe	C	4	3	1
TOTAL		**4**	**3**	**1**
SECTEUR TECHNIQUE				
Technicien principal de 2ème classe	B	1	0	1
Technicien	B	1	0	1
Agent de maîtrise principal	C	2	1	1
Agent de maîtrise	C	1	0	1
Adjoint technique principal 2ème classe	C	2	1	1
Adjoint technique	C	9	7	2
Adjoint technique 2ème classe à 28 H	C	1	1	0
Adjoint technique 2ème classe à 30 H	C	3	3	0
Adjoint technique 2ème classe à 24 H	C	1	1	0
Adjoint technique 2ème classe à 19 H 30	C	1	0	1
TOTAL		**22**	**14**	**8**

Grades ou emplois	Catégorie	Effectifs budgétaires	Effectifs	
			Pourvus	Vacants
SECTEUR ANIMATION				
Animateur principal	B	1	1	0
Animateur	B	1	0	1
Adjoint d'animation principal 2ème classe	C	1	0	1
Adjoint d'animation	C	12	9	3
Adjoint d'animation à 28 H	C	3	3	0
Adjoint d'animation à 20 H	C	4	3	1
TOTAL		**22**	**16**	**6**

TOTAL GENERAL		**70**	**41**	**29**

VILLE DE MASNY
Arrondissement de Douai

EXTRAIT DU REGIS… DES DELIBERATIO… MUNICIPAL

Envoyé en préfecture le 17/03/2025
Reçu en préfecture le 17/03/2025
Publié le 17/03/2025
ID : 059-215903907-20250311-DEL25_11_3_8-DE

L'an deux mille vingt-cinq,
Le onze mars à dix-neuf heures,
Le Conseil Municipal de la Ville de MASNY, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, salle du Conseil Municipal au centre « Les Galibots », sous la Présidence de Monsieur Lionel FONTAINE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : le quatre mars deux mille vingt-cinq.

Etaient présents : M. FONTAINE Lionel, Mme JOHNSON Claudine, M. BRASSART Daniel, Mme FAVA Joëlle, M. OLSZOWSKI Jacques, Mme CARDOT Marie-Line, Mme GUESSOUM Dalila, M. MINNENS Régis, Mme DELSAUT Isabelle, M. LEDOUX Philippe, Mme BRUHIER Armelle, M. MARCINKOWSKI Michel, Mme MATULA Magali, Mme DOURNEL Anaïs, M. MATHON Maxence, Mme TROJANOWICZ Coraline, M. KNOPISCH Daniel, Mme CAUDRELIER Geneviève, Mme ROUSSEAU Dominique, M. BIEFNOT Patrick

Absents excusés ayant donné procuration :
Pouvoir de M. BITCH Mustafa à Mme JOHNSON Claudine
Pouvoir de M. MEMBOT Sébastien à Mme DELSAUT Isabelle
Pouvoir de Mme REGNIER Jenny à Mme MATULA Magali
Pouvoir de M. DELABY Bernard à Mme ROUSSEAU Dominique
Pouvoir de M. MAZZOLINI Fabrizio à M. FONTAINE Lionel
Pouvoir de Mme DELVILLE Vanessa à M. KNOPISCH Daniel

Absents excusés: /
Absents : Mme GAUTHIEZ Paulette

DÉLIBERATION N° 2025 – 11/03 – N°8

OBJET : MODALITES D'UTILISATION DU COMPTE EPARGNE TEMPS

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code général de la fonction publique ;
Vu le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale ;
Vu l'arrêté du 9 janvier 2024 pris pour l'application de l'article 7-1 du décret n° 2004-878
du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale

Vu l'avis du comité social territorial en date du 4 février 2025.

Le Maire informe l'assemblée :

L'instauration du compte épargne-temps est obligatoire dans les collectivités territoriales et dans leurs établissements publics mais l'organe délibérant doit déterminer, après avis du comité social territorial, les règles d'ouverture, de fonctionnement, de gestion et de fermeture du compte épargne-temps, ainsi que les modalités d'utilisation des droits.

Ce compte permet à leurs titulaires d'accumuler des droits à congés rémunérés en jours ouvrés.

Envoyé en préfecture le 17/03/2025
Reçu en préfecture le 17/03/2025
Publié le 17/03/2025
ID : 059-215903907-20250311-DEL25_11_3_8-DE

Il est ouvert de droit et sur leur demande aux fonctionnaires titulaires et aux agents contractuels de droit public, qu'ils occupent un emploi à temps complet ou un ou plusieurs emplois à temps non complet, sous réserve :
- qu'ils ne relèvent pas d'un régime d'obligations de service défini par leur statut particulier (cela concerne les professeurs et les assistants d'enseignement artistique)
- qu'ils soient employés de manière continue et aient accompli au moins une année de service.

Les fonctionnaires stagiaires ne peuvent pas bénéficier d'un compte épargne-temps ; s'ils en avaient déjà ouvert un auparavant, ils ne peuvent, durant le stage, ni utiliser leurs droits, ni en accumuler de nouveaux.
Les agents contractuels de droit privé, ainsi que les assistants maternels et familiaux ne peuvent pas bénéficier d'un compte épargne temps.

Le nombre total de jours inscrits sur le CET ne peut excéder 60 ; l'option de maintien sur le CET de jours épargnés ne peut donc être exercée que dans cette limite.

Les nécessités de service ne pourront être opposées lors de l'ouverture de ce compte mais seulement à l'occasion de l'utilisation des jours épargnés sur le compte épargne-temps. Tout refus opposé à une demande de congés au titre du compte épargne-temps doit être motivé. L'agent peut former un recours devant l'autorité dont il relève, qui statue après consultation de la commission administrative paritaire. A l'issue d'un congé de maternité, de paternité, et d'accueil de l'enfant, de proche aidant ou de solidarité familiale (accompagnement d'une personne en fin de vie), l'agent bénéficie de plein droit, sur sa demande, des droits à congés accumulés sur son CET

Le compte épargne-temps peut être utilisé sans limitation de durée. Le fonctionnaire conserve ses droits à congés acquis au titre du compte épargne temps en cas notamment de mutation, d'intégration directe, de détachement, de disponibilité, d'accomplissement du service national ou d'activités dans la réserve opérationnelle ou la réserve sanitaire, de congé parental, de mise à disposition ou encore de mobilité auprès d'une administration, d'une collectivité ou d'un établissement relevant de l'une des trois fonctions publiques.

Au plus tard à la date d'affectation de l'agent, la collectivité ou l'établissement d'origine doit lui adresser une attestation des droits à congés existant à cette date. Elle doit également fournir cette attestation à l'administration ou à l'établissement d'accueil.

Au plus tard à la date de réintégration de l'agent dans sa collectivité ou son établissement d'origine, la collectivité ou l'établissement d'accueil doit lui adresser une attestation des droits à congés existant à l'issue de la période de mobilité. Elle doit également fournir cette attestation à l'administration ou à l'établissement dont il relève.

Le Conseil Municipal, sur le rapport du Maire et après en avoir délibéré,

Décide :

Article 1 : Règles d'ouverture du compte épargne-temps:

La demande d'ouverture du compte épargne-temps doit être effectuée par écrit auprès de l'autorité territoriale.

Article 2 : Règles de fonctionnement et de gestion du compte épargne-temps :

Le compte épargne-temps peut être alimenté par le report :
- d'une partie des jours de congés annuels, sans que le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année puisse être inférieur à 20 (proratisés pour les agents à temps partiel et à temps non complet), ainsi que les jours de fractionnement ;
- de jours R.T.T.

Envoyé en préfecture le 17/03/2025
Reçu en préfecture le 17/03/2025
Publié le 17/03/2025
ID : 059-215903907-20250311-DEL25_11_3_8-DE

L'alimentation du compte épargne-temps doit être effectuée par demande écrite de l'agent avant le 31 décembre de l'année en cours. Le détail des jours à reporter sera adressé à l'autorité territoriale.

L'agent est informé des droits épargnés et consommés annuellement.

Article 3 : Modalités d'utilisation des droits épargnés :

Les jours accumulés sur le compte épargne-temps peuvent être utilisés uniquement sous forme de congés.

Article 4 : Règles de fermeture du compte épargne-temps :

Sous réserve de dispositions spécifiques, en cas de cessation définitive des fonctions, le compte épargne temps doit être soldé à la date de la radiation des cadres pour le fonctionnaire ou des effectifs pour l'agent contractuel de droit public.

Article 5 : Date d'effet

L'instauration du compte épargne-temps prendra effet à la date du 1er avril 2025

Adopté à l'unanimité des membres présents

Le Maire, Lionel FONTAINE

Acte rendu exécutoire
Après envoi en sous-préfecture le :
Et publication ou notification le :
La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

VILLE DE MASNY
Arrondissement de Douai

EXTRAIT DU REGIS… DES DELIBERATIO… MUNICIPAL

Envoyé en préfecture le 17/03/2025
Reçu en préfecture le 17/03/2025
Publié le 17/03/2025
ID : 059-215903907-20250311-DE025_11_3_9-DE

L'an deux mille vingt-cinq,
Le onze mars à dix-neuf heures,
Le Conseil Municipal de la Ville de MASNY, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, salle du Conseil Municipal au centre « Les Galibots », sous la Présidence de Monsieur Lionel FONTAINE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : le quatre mars deux mille vingt-cinq.

Etaient présents : M. FONTAINE Lionel, Mme JOHNSON Claudine, M. BRASSART Daniel, Mme FAVA Joëlle, M. OLSZOWSKI Jacques, Mme CARDOT Marie-Line, Mme GUESSOUM Dalila, M. MINNENS Régis, Mme DELSAUT Isabelle, M. LEDOUX Philippe, Mme BRUHIER Armelle, M. MARCINKOWSKI Michel, Mme MATULA Magali, Mme DOURNEL Anaïs, M. MATHON Maxence, Mme TROJANOWICZ Coraline, M. KNOPISCH Daniel, Mme CAUDRELIER Geneviève, Mme ROUSSEAU Dominique, M. BIEFNOT Patrick

Absents excusés ayant donné procuration :
Pouvoir de M. BITCH Mustafa à Mme JOHNSON Claudine
Pouvoir de M. MEMBOT Sébastien à Mme DELSAUT Isabelle
Pouvoir de Mme REGNIER Jenny à Mme MATULA Magali
Pouvoir de M. DELABY Bernard à Mme ROUSSEAU Dominique
Pouvoir de M. MAZZOLINI Fabrizio à M. FONTAINE Lionel
Pouvoir de Mme DELVILLE Vanessa à M. KNOPISCH Daniel

Absents excusés: /
Absents : Mme GAUTHIEZ Paulette

DÉLIBERATION N° 2025 – 11/03 – N°9

OBJET : ACCUEIL DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT « ALSH »- MISE EN PLACE DU CONTRAT D'ENGAGEMENT EDUCATIF

Monsieur le Maire expose que l'article L432-1 du code de l'action sociale et des familles « CASF » prévoir que la participation occasionnelle d'une personne physique à des fonctions d'animations ou de direction d'un accueil collectif de mineurs ACM à caractère éducatif organisé à l'occasion de vacances scolaires est qualifiée d'engagement éducatif articles L 227-4 et suivants.

La notion de participation occasionnelle se traduit par l'impossibilité d'engager un salarié pour une durée supérieure à 80 jours de travail sur une période de 12 mois consécutifs.

Sur ce fondement, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent recruter une personne physique sous contrat d'engagement éducatif pour exercer des fonctions de direction ou d'animation au sein des ACM agrées dont elles ont la responsabilité.

Un accueil collectif de mineurs est un accueil d'au minimum 7 enfants ou jeunes de moins de 18 ans organisé par toute collectivité territoriale ou établissement public qui entre dans l'une des catégories mentionnées à l'article R 227 -1 du CASF :

- Les accueils avec hébergement, notamment ceux précédemment dénommés centre de vacances ou colonie de vacances, séjour accessoires, mini-séjour,
- Les accueils sans hébergement « ALSH » notamment ceux dénommés centre de loisirs ou centre aéré, qui incluent l'accueil de loisirs périscolaires du mercredi, et extrascolaires développés durant les vacances scolaires,

Envoyé en préfecture le 17/03/2025
Reçu en préfecture le 17/03/2025
Publié le 17/03/25
ID : 059-215903907-20250311-DE025_11_3_9-DE

Toutefois, les fonctions occupées par les agents recrutés sous contrat d'engagement éducatif ne constituent pas un emploi permanent. Elles répondent à des besoins temporaires et saisonniers. De ce fait, la collectivité territoriale ou l'établissement ne peut engager sous ce type de contrat une personne qui intervient au sein des accueils de loisirs périscolaires (garderie matin et soir, pause méridienne) article D 432-1 du CASF.

Les conditions d'accès à ces contrats sont identiques à celles exigées pour un contrat de droit public. Toutefois, la particularité de ces emplois exige que les candidats satisfassent aux conditions de diplômes nécessaires à l'exercice d'une activité d'animation, de vaccination et d'absence de mention au fichier judicaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes.

Le contrat d'engagement éducatif comporte des éléments obligatoires mentionnés dans le code du travail. Cependant, les dispositions relatives à la durée légale de travail ne s'appliquent pas de manière intégrale à un contrat d'engagement éducatif. Celui-ci est soumis à un régime dérogatoire permettant de tenir compte des besoins de l'activité (article 432-2 du CASF). Le nombre d'heures effectuées par semaine ne doit pas dépasser 48 heures sur une période de 6 mois consécutifs. Ainsi, le salarié bénéficie d'une période de repos fixée à 24 heures consécutives minimum par période de 7 jours. L'employé bénéficie également chaque jour d'une période de repos fixée à 11 heures consécutives minimum par période de 24 heures.

Par ailleurs, les dispositions relatives au smic et à la rémunération mensuelle minimale sont exclues (article L 432- 2.3 du CASF). La rémunération de l'agent contractuel ne peut être inférieure à 4,3 fois le montant du SMIC horaire. Le salaire est versé mensuellement. Ce montant étant un minimum, l'employeur peut librement fixer une rémunération supérieure (articles L 432 -3 et D 432-2 du CASF).
Enfin, l'article D 432-2 du CASF dispose que lorsque les fonctions exercées supposent une présence continue auprès des publics accueillis, la nourriture et l'hébergement sont intégralement à la charge de l'organisateur de l'accueil et ne peuvent en aucun cas être considérés comme des avantages en nature.

Le contrat d'engagement éducatif constitue donc un outil souple et attractif de recrutement et de gestion des animateurs et directeurs d'accueils collectifs de mineurs qui permet de s'adapter aux flux d'inscriptions et aux conditions de travail spécifiques liées à l'encadrement de mineurs notamment lorsqu'ils sont hébergés.

Vu la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative à l'engagement éducatif ;

Vu la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives;

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L.432-1 et suivants et D. 432-1 et suivants;

Vu le décret n°2012-581 du 26 avril 2012 relatif aux conditions de mise en œuvre du repos compensateur des titulaires d'un contrat d'engagement éducatif ;

Considérant que le contrat d'engagement éducatif « CEE » s'adapte parfaitement aux spécificités des missions liées au secteur de l'animation;

Le Conseil Municipal,
APRES EN AVOIR DELIBERE, à l'unanimité

Envoyé en préfecture le 17/03/2025
Reçu en préfecture le 17/03/2025
Publié le 17/03/2025
ID : 059-215903907-20250311-DE025_11_3_9-DE

DÉCIDE , la mise en place du Contrat d'Engagement Educatif pour l'ensemble des agents recrutés afin d'assurer l'encadrement des enfants inscrits aux accueils collectifs de mineurs « ACM » tel que l'ALSH

AJOUTE que le personnel d'animation sera rémunéré dans les conditions suivantes

Qualification	Rémunération journalière (brut)	Rémunération à la demi-journée (brut)
Directeur diplômé	135 €	67.50 €
Directeur stagiaire	125 €	62.50 €
Animateur diplômé	110 €	55 €
Animateur stagiaire	95 €	47.50 €
Animateur non diplômé	89 €	44.50 €
Nuitée (camping, séjour…)	25 € la nuitée	

AUTORISE Monsieur le Maire à :

- Recruter en tant que de besoin les agents nécessaires à l'organisation des accueils de loisirs collectifs de mineurs,
- Signer les contrats « CEE »

PRECISE que les crédits seront inscrits au budget

Le Maire, Lionel FONTAINE

Acte rendu exécutoire
Après envoi en sous-préfecture le :
Et publication ou notification le :
La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

VILLE DE MASNY
Arrondissement de Douai

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Envoyé en préfecture le 17/03/2025
Reçu en préfecture le 17/03/2025
Publié le 17/03/2025
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_10-DE

L'an deux mille vingt-cinq,
Le onze mars à dix-neuf heures,
Le Conseil Municipal de la Ville de MASNY, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, salle du Conseil Municipal au centre « Les Galibots », sous la Présidence de Monsieur Lionel FONTAINE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : le quatre mars deux mille vingt-cinq.

Etaient présents : M. FONTAINE Lionel, Mme JOHNSON Claudine, M. BRASSART Daniel, Mme FAVA Joëlle, M. OLSZOWSKI Jacques, Mme CARDOT Marie-Line, Mme GUESSOUM Dalila, M. MINNENS Régis, Mme DELSAUT Isabelle, M. LEDOUX Philippe, Mme BRUHIER Armelle, M. MARCINKOWSKI Michel, Mme MATULA Magali, Mme DOURNEL Anaïs, M. MATHON Maxence, Mme TROJANOWICZ Coraline, M. KNOPISCH Daniel, Mme CAUDRELIER Geneviève, Mme ROUSSEAU Dominique, M. BIEFNOT Patrick

Absents excusés ayant donné procuration :
Pouvoir de M. BITCH Mustafa à Mme JOHNSON Claudine
Pouvoir de M. MEMBOT Sébastien à Mme DELSAUT Isabelle
Pouvoir de Mme REGNIER Jenny à Mme MATULA Magali
Pouvoir de M. DELABY Bernard à Mme ROUSSEAU Dominique
Pouvoir de M. MAZZOLINI Fabrizio à M. FONTAINE Lionel
Pouvoir de Mme DELVILLE Vanessa à M. KNOPISCH Daniel

Absents excusés: /
Absents : Mme GAUTHIEZ Paulette

DÉLIBERATION N° 2025 – 11/03 – N°10

OBJET : CRÉATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS POUR FAIRE FACE À UN BESOIN LIÉ À UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITÉ

Le Conseil Municipal,

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L 332-23-1°,

Considérant qu'il est nécessaire de recruter, pour l'année 2025, deux agents d'animation contractuels, intervenant entre autres dans le cadre du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS)

Sur le rapport de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE

de créer, pour l'année 2025, un emploi non permanent pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité, dans le grade d'adjoint d'animation, relevant de la catégorie hiérarchique C, à temps non complet pour une durée hebdomadaire de service de 20 heures/semaine.

Et un second agent dans le grade d'adjoint d'animation, relevant de la catégorie hiérarchique C, à temps non complet pour une durée hebdomadaire de service de 9 heures/semaine.

Envoyé en préfecture le 17/03/2025
Reçu en préfecture le 17/03/2025
Publié le 17/03/2025
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_10-DE

Ces emplois non permanents seront occupés par des agents contractuels recrutés par voie de contrat à durée déterminée, pour une durée de 12 mois maximum pendant une même période de 18 mois.
La rémunération de ces agents sera calculée par référence à l'indice brut 366, indice majoré 361, du grade de recrutement.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Le Maire, Lionel FONTAINE

Acte rendu exécutoire
Après envoi en sous-préfecture le :
Et publication ou notification le :
La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

VILLE DE MASNY
Arrondissement de Douai

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le 18/3/2025
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_11-DE

EXTRAIT DU REGIS... DES DELIBERATIO... MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-cinq,
Le onze mars à dix-neuf heures,
Le Conseil Municipal de la Ville de MASNY, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, salle du Conseil Municipal au centre « Les Galibots », sous la Présidence de Monsieur Lionel FONTAINE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : le quatre mars deux mille vingt-cinq.

Etaient présents : M. FONTAINE Lionel, Mme JOHNSON Claudine, M. BRASSART Daniel, Mme FAVA Joëlle, M. OLSZOWSKI Jacques, Mme CARDOT Marie-Line, Mme GUESSOUM Dalila, M. MINNENS Régis, Mme DELSAUT Isabelle, M. LEDOUX Philippe, Mme BRUHIER Armelle, M. MARCINKOWSKI Michel, Mme MATULA Magali, Mme DOURNEL Anaïs, M. MATHON Maxence, Mme TROJANOWICZ Coraline, M. KNOPISCH Daniel, Mme CAUDRELIER Geneviève, Mme ROUSSEAU Dominique, M. BIEFNOT Patrick

Absents excusés ayant donné procuration :
Pouvoir de M. BITCH Mustafa à Mme JOHNSON Claudine
Pouvoir de M. MEMBOT Sébastien à Mme DELSAUT Isabelle
Pouvoir de Mme REGNIER Jenny à Mme MATULA Magali
Pouvoir de M. DELABY Bernard à Mme ROUSSEAU Dominique
Pouvoir de M. MAZZOLINI Fabrizio à M. FONTAINE Lionel
Pouvoir de Mme DELVILLE Vanessa à M. KNOPISCH Daniel

Absents excusés: /
Absents : Mme GAUTHIEZ Paulette

DÉLIBERATION N° 2025 – 11/03 – N°11

OBJET : APPROBATION DU PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.125-2 et L.562-1 et suivants,
Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
Vu le décret n° 2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au plan communal de sauvegarde,

Considérant que la loi de modernisation de la sécurité civile a donné une assise juridique à la réalisation des plans communaux de sauvegarde (PCS) qui permet de prévenir et de sauvegarder la population en cas d'évènements exceptionnels,
Considérant l'obligation pour la commune de Masny de l'élaboration d'un plan communal de sauvegarde, au motif que le territoire est exposé à un risque d'inondation important (TRI)

Considérant que le plan communal de sauvegarde définit, sous l'autorité du Maire, l'organisation prévue par la commune pour assurer l'alerte, l'information, la protection et le soutien de la population au regard des risques connus,

Après en avoir délibéré, A l'unanimité

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le 18/03/2025
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_11-DE

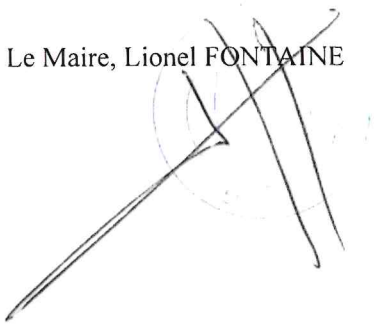
Article 1: Approuve le Plan Communal de Sauvegarde, ci-annexé.

Article 2 : Le plan communal de sauvegarde définit l'organisation prévue par la commune pour assurer l'alerte, l'information, la protection et le soutien de la population au regard des risques connus. Le plan communal de sauvegarde est mis en œuvre pour faire face à un événement affectant directement la commune ou dans le cadre d'une opération de secours de grande ampleur.

Article 3 : Monsieur le Maire met en œuvre le plan communal de sauvegarde de sa propre initiative ou sur demande du Préfet du Nord

Article 4: Ampliation de la présente délibération sera transmise à Monsieur Le Préfet du Nord.

Le Maire, Lionel FONTAINE



Acte rendu exécutoire
Après envoi en sous-préfecture le :
Et publication ou notification le :
La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

VILLE DE MASNY
Arrondissement de Douai

EXTRAIT DU REGIS… DES DELIBERATIO… MUNICIPAL

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le 18/03/2025
ID : 059-215903907-20250311-DEL025_11_3_12-DE

L'an deux mille vingt-cinq,
Le onze mars à dix-neuf heures,
Le Conseil Municipal de la Ville de MASNY, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, salle du Conseil Municipal au centre « Les Galibots », sous la Présidence de Monsieur Lionel FONTAINE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : le quatre mars deux mille vingt-cinq.

Etaient présents : M. FONTAINE Lionel, Mme JOHNSON Claudine, M. BRASSART Daniel, Mme FAVA Joëlle, M. OLSZOWSKI Jacques, Mme CARDOT Marie-Line, Mme GUESSOUM Dalila, M. MINNENS Régis, Mme DELSAUT Isabelle, M. LEDOUX Philippe, Mme BRUHIER Armelle, M. MARCINKOWSKI Michel, Mme MATULA Magali, Mme DOURNEL Anaïs, M. MATHON Maxence, Mme TROJANOWICZ Coraline, M. KNOPISCH Daniel, Mme CAUDRELIER Geneviève, Mme ROUSSEAU Dominique, M. BIEFNOT Patrick

Absents excusés ayant donné procuration :
Pouvoir de M. BITCH Mustafa à Mme JOHNSON Claudine
Pouvoir de M. MEMBOT Sébastien à Mme DELSAUT Isabelle
Pouvoir de Mme REGNIER Jenny à Mme MATULA Magali
Pouvoir de M. DELABY Bernard à Mme ROUSSEAU Dominique
Pouvoir de M. MAZZOLINI Fabrizio à M. FONTAINE Lionel
Pouvoir de Mme DELVILLE Vanessa à M. KNOPISCH Daniel

Absents excusés: /
Absents : Mme GAUTHIEZ Paulette

DÉLIBERATION N° 2025 – 11/03 – N°12
OBJET : CADEAU DE FÊTE DES MÈRES

Dans le cadre de son programme d'action sociale et à l'occasion de la fête des mères, il est proposé d'attribuer chaque année un cadeau d'une valeur de 10 €, à environ 850 mamans de la commune, selon les inscriptions qui seront réalisées au préalable en mairie.

Le Conseil Municipal,

Après avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE d'attribuer le cadeau de fête des mères d'une valeur de 10 € à environ 850 mamans résidentes de la commune et s'étant inscrites au préalable auprès de la mairie ;

Dépense prévue au chapitre 011 (charges à caractère général), nature 6232 (Fêtes et cérémonies) fonction 023 (Fêtes et cérémonies) du budget primitif .

Le Maire, Lionel FONTAINE

Acte rendu exécutoire
Après envoi en sous-préfecture le :
Et publication ou notification le :
La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.